

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 10 juin 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°653 ■

CHINE/ETATS-UNIS
**Des discussions
entamées à Londres
pour apaiser les
tensions
commerciales**

P 16

LE GROUPE SERPORT ADOPTE
UNE NOUVELLE STRATÉGIE

Vers des ports modernes et verts

À l'aube de la haute saison estivale, les ports algériens se préparent à accueillir un flux croissant de voyageurs, tout en poursuivant une ambitieuse transformation de leurs infrastructures et de leurs modes de fonctionnement. À la tête de ce vaste chantier, le Groupe Serport, dirigé par son PDG Abdelkarim Rezzal, déploie une feuille de route structurée, articulée autour de quatre axes majeurs : modernisation, décarbonation, digitalisation et souveraineté logistique. P 3



«ALGÉRIA RAIL-EXPO
2025»

**La première édition
du Salon s'ouvre
mercredi à Oran**

La première édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires, intitulé "Algérie Rail-Expo 2025", se tiendra à partir de mercredi prochain au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran (CCO), a indiqué, hier, le Commissaire du salon, Mourad Cheboub.

P 3

NETCOM

**Environ 5 000
tonnes de déchets
collectées durant
l'Aïd**

À Alger, la fête de l'Aïd al-Adha 2025 a donné lieu à un record inédit : près de 5 000 tonnes de déchets ont été collectées en seulement deux jours par les équipes de NETCOM, l'Établissement de nettoyage de la wilaya d'Alger. Ce volume représente une hausse spectaculaire de 125 % par rapport à la même période en 2023, où environ 3 000 tonnes avaient été ramassées.

P 2

GNL ALGÉRIEN

**Les importations
françaises en hausse
de près de 13 %**

Si les États-Unis conservent leur couronne de plus grand exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2024, l'Algérie se positionne à la 8^e place, avec des exportations ayant atteint 0,962 million de tonnes en mai, selon les dernières données de la plateforme Energy Research Unit (At-taqa), basée à Washington. Marquée par le retour du Royaume-Uni, absent du marché en avril dernier, la liste des plus grands importateurs de gaz naturel liquéfié algérien a connu des changements notables en mai 2025. Et en cela, la France reste la première destination du gaz algérien.

P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**La 4e édition du salon
Alpharma du 26 au 28 juin
à Annaba** P 2

PÉTROLE

**Le Brent à plus
de 66,5 dollars** P 5

UNIVERSITÉ FERHAT-ABBAS DE SÉTIF

**Trois chercheurs obtiennent
un brevet dans le domaine
de la dosimétrie
luminescente** P 4

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE
**La 4e édition du
salon Alphaarma du
26 au 28 juin à
Annaba**

La quatrième édition du Salon de la pharmacie "Alphaarma" sera organisée du 26 au 28 juin en cours à Annaba, avec la participation de plus de 80 exposants, ont indiqué lundi les organisateurs dans un communiqué. Cette édition, placée sous le parrainage du ministre de l'Industrie pharmaceutique, du ministre de la Santé ainsi que du wali d'Annaba, regroupera des laboratoires pharmaceutiques, des grossistes, des distributeurs, ainsi qu'un large panel d'acteurs du secteur pharmaceutique, selon la même source. Le salon sera ponctué par plus de 25 conférences et symposiums, animés par des experts et professeurs d'Algérie et de l'étranger. Les thématiques abordées porteront notamment sur l'intelligence artificielle en officine, la pharmacovigilance, les biosimilaires, les probiotiques et les compléments alimentaires. Plus de 10 ateliers seront également organisés à l'intention des étudiants et des jeunes professionnels, autour des dernières réglementations, technologies et innovations dans le secteur pharmaceutique en Algérie, sous la supervision de spécialistes et d'universitaires. Le salon "Alphaarma" ambitionne également de renforcer sa dimension africaine, à travers des rencontres B2B entre opérateurs algériens et délégations de pays africains, en vue de promouvoir l'exportation des produits pharmaceutiques algériens et d'explorer les opportunités d'expansion sur le marché africain.

NETCOM

Environ 5 000 tonnes de déchets collectées durant l'Aïd

À Alger, la fête de l'Aïd al-Adha 2025 a donné lieu à un record inédit : près de 5 000 tonnes de déchets ont été collectées en seulement deux jours par les équipes de NETCOM, l'Établissement de nettoyage de la wilaya d'Alger. Ce volume représente une hausse spectaculaire de 125 % par rapport à la même période en 2023, où environ 3 000 tonnes avaient été ramassées.

Par Mourad A.

Cette explosion du volume de déchets s'explique en grande partie par l'intensification des abattages, amplifiée cette année par une importation exceptionnelle de moutons. À cela s'ajoutent la chaleur estivale et la forte densité urbaine de certaines communes, qui ont accéléré la putréfaction des déchets organiques et complexifié les conditions d'intervention. « Nous avons constaté une augmentation significative à la fois en quantité et en nature des déchets. Ils étaient presque exclusivement organiques, donc à dégradation rapide, et très odorants à cause des températures élevées », a expliqué Nassima Yakoubi, responsable de la communication et du développement à NETCOM, lors de son passage sur le plateau de la télévision algérienne. Pour répondre à cette situation exceptionnelle, un dispositif logistique renforcé a été mis en place, mobilisant 4 200 agents et 390 véhicules spécialisés. L'opération a été organisée en trois phases (avant, pendant et après l'Aïd) et s'est déroulée sans interruption, 24 heures sur 24, grâce à un système de rotation des équipes. Tous les moyens techniques ont été mobilisés pour assurer la collecte, le balayage et le lavage des espaces publics dans les délais impartis. « L'organisation a été pensée pour éviter tout retard ou accumulation. Nos équipes ont travaillé jour et nuit pour maintenir l'hygiène publique dans des conditions parfois très éprouvantes », a souligné Mme Yakoubi. L'opération a couvert 26 communes de la capitale, avec un effort particulier dans les zones à forte densité de population, comme Bab El Oued ou la Casbah, où la concentration peut atteindre jusqu'à 50 000 habitants au kilomètre carré.

Un autre aspect important de cette campagne a porté sur la gestion spécifique des peaux de moutons, qui ont été collectées à part dans des bacs spéciaux installés dans les quartiers. Ces peaux n'ont pas été comptabilisées dans les 5 000 tonnes de déchets, puisqu'elles ont été orientées vers l'entreprise nationale du cuir pour être recyclées et valorisées. « Nous avons mis en place un circuit séparé pour les peaux d'ovins. Cela nous permet de réduire les déchets et de participer à l'économie circulaire », a précisé la responsable. Au-delà des moyens humains et techniques déployés, NETCOM a salué le comportement exemplaire d'une large partie des citoyens, qui ont respecté les consignes : salage des peaux, utilisation de sacs adaptés, dépôt aux horaires recommandés. « Nous avons noté une nette amélioration. Les campagnes de sensibilisation ont porté leurs fruits. Le citoyen est en train de devenir un acteur de la propreté », a observé l'intervenante.

Un été sous surveillance :
plages, forêts et sites touristiques ciblés

À peine les opérations post-Aïd achevées, NETCOM a lancé son programme d'action pour la saison estivale, une autre période sous forte pression en matière d'hygiène et de propreté urbaine. L'objectif est de renforcer la présence des équipes dans les espaces les plus fréquentés : plages, forêts, parcs, zones de pique-nique et grands sites touristiques comme le Jardin d'Essai, Sablette, Riadh El Feth, la Casbah ou encore El Harrach. Des équipes supplémentaires sont mobilisées afin d'intensifier les rondes de nettoyage dans ces lieux très prisés des familles et des visiteurs, qu'ils soient locaux ou étrangers. « La propreté de la ville est aussi une vitrine.

Alger doit offrir une belle image, surtout pendant la saison estivale », a insisté Mme Yakoubi. Au-delà des interventions de terrain, NETCOM mène une stratégie de sensibilisation active, centrée notamment sur les jeunes générations. À travers son programme pédagogique phare, « l'École de la propreté », première du genre en Afrique, l'entreprise initie les enfants aux principes du tri sélectif, de l'écoresponsabilité et de l'hygiène publique. Ces apprentissages s'appuient sur des ateliers ludiques et des concours éducatifs, permettant de créer des réflexes durables dès le plus jeune âge. Cette démarche éducative s'inscrit dans une stratégie plus large de partenariat avec les acteurs institutionnels et associatifs. NETCOM travaille en étroite collaboration avec les autorités environnementales et les associations locales, afin d'enraciner les bons gestes dans les pratiques quotidiennes des citoyens.

« Chaque programme que nous lançons repose sur la mobilisation de tous : enfants, commerçants, riverains. Sans l'implication citoyenne, aucun effort ne peut tenir sur le long terme », a souligné la responsable. La réussite de ces actions repose aussi sur la professionnalisation des équipes. NETCOM accorde une attention particulière à la formation continue de son personnel, via un centre intégré dédié à l'apprentissage des bonnes pratiques. Les agents y reçoivent une formation sur le port des équipements de sécurité, la prévention sanitaire, la relation avec les citoyens et les techniques de nettoyage adaptées aux différents environnements. « Nos agents sont en première ligne. Il est de notre responsabilité de les former, de les protéger, mais aussi de faire en sorte que leur travail soit reconnu et respecté », a-t-elle conclu.

JUMELAGE ENTRE HÔPITAUX

Opérations chirurgicales de la cataracte pour 20 patients à Azzaba

Plus de 20 patients ont subi, lundi, des interventions chirurgicales de la cataracte à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed-Dendane d'Azzaba (Skikda), dans le cadre du jumelage entre cet hôpital et le Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine. L'initiative vise à soigner cette maladie des yeux, au moyen de la chirurgie, chez des personnes

âgées des deux sexes, âgées de 60 à 70 ans, résidant à Azzaba et dans ses environs, a précisé le directeur de l'EPH, AHCène Mechhoud dans une déclaration à l'APS. Il a également souligné que tous les patients concernés ont préalablement été soumis à des analyses médicales avant d'être confiés à un personnel médical spécialisé du CHU de Constantine, en présence

d'une équipe de praticiens de l'EPH d'Azzaba où toutes les conditions techniques et logistiques ont été réunies. Cette action est la "deuxième du genre" dans le cadre de ce jumelage après celle dont avaient bénéficié 22 patients à la fin de l'année dernière, selon M. Mechhoud qui a ajouté que d'autres initiatives similaires sont attendues "prochainement".

TISSEMSILT

Réception du site touristique du barrage de Koudiat Rosfa

Le site touristique du barrage de Koudiat Rosfa, situé dans la commune de Beni Chaïb (wilaya de Tissemsilt), a été récemment réceptionné, a indiqué le directeur du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya, M. Khemissi Mechouk. M. Mechouk a souligné que ce site touristique s'inscrit

dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé à la wilaya de Tissemsilt par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans son volet dédié au secteur du tourisme. Une enveloppe budgétaire de 120 millions de dinars a été allouée à ce projet. Le site comprend un parc

de loisirs et de détente, des espaces verts, des aires de repos, des lieux de promenade, ainsi qu'un parc aquatique. Il devra offrir un espace de respiration aux familles de la wilaya de Tissemsilt, un lieu de tourisme et de divertissement, tout en constituant une valeur ajoutée pour la région dans le cadre de

la promotion du tourisme local. Par ailleurs, ce site devra générer des emplois dès son entrée en service. Une consultation a été lancée, le 3 juin en cours, en vue de l'octroi d'une concession pour la gestion et l'exploitation de cette infrastructure touristique, selon la même source.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE GROUPE SERPORT ADOPTE UNE NOUVELLE STRATÉGIE

Vers des ports modernes et verts

À l'aube de la haute saison estivale, les ports algériens se préparent à accueillir un flux croissant de voyageurs, tout en poursuivant une ambitieuse transformation de leurs infrastructures et de leurs modes de fonctionnement. À la tête de ce vaste chantier, le Groupe Serport, dirigé par son PDG Abdelkarim Rezzal, déploie une feuille de route structurée, articulée autour de quatre axes majeurs : modernisation, décarbonation, digitalisation et souveraineté logistique.

Par Mourad A.

L'an dernier, près de 760 000 passagers ont transité par les sept gares maritimes du pays. Ce chiffre devrait connaître une nette augmentation cette année, portée par le renforcement des lignes maritimes et l'arrivée de nouveaux opérateurs internationaux. « Nous avons aujourd'hui six à sept compagnies qui desservent nos ports à partir du sud de l'Europe, parmi lesquelles Aures, Nouris El Bahr, Balearia et le nouvel opérateur italien GNV », a précisé Abdelkarim Rezzal sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Cette dynamique impose à Serport de renforcer ses dispositifs de facilitation : simplification des formalités douanières et policières, augmentation des effectifs, amélioration des espaces d'accueil, et ouverture de zones de dégagement dans plusieurs ports (Alger, Skikda, Béjaïa) pour éviter la saturation. Pour M. Rezzal, le secteur portuaire occupe une place centrale dans la stratégie nationale de relance économique. « 95 % des échanges commerciaux passent par les ports. Leur performance conditionne directement

notre compétitivité à l'international », a-t-il souligné. C'est dans cette logique que Serport déploie une transformation profonde de l'ensemble du réseau portuaire : instauration d'un régime de travail en continu (24h/24 depuis mars 2025), développement de corridors logistiques régionaux connectés aux réseaux routier et ferroviaire, et création de nouveaux ports implantés hors des zones urbaines. L'objectif est clair : rompre avec l'enclavement structurel des ports algériens, encore pénalisés par des tirants d'eau insuffisants, des infrastructures vieillissantes et une faible connexion aux grands axes logistiques.

Des projets d'envergure en cours

Plusieurs projets portuaires majeurs sont actuellement en cours à travers le pays, illustrant la volonté des autorités de moderniser et de renforcer les capacités logistiques nationales. À Alger, les quais sont en cours de réhabilitation, tandis qu'une nouvelle plateforme logistique est sur le point d'être réceptionnée. À DjenDjen, le terminal à conteneurs, déjà partiellement opérationnel connaîtra une montée en puissance d'ici 2025, avec une capacité portée

à 4 millions d'EVP. Il pourra ainsi accueillir des navires de grande taille, jusqu'à 24 000 EVP, pour un volume total estimé à 10 millions de tonnes. Dans l'ouest, le terminal MOL5 à Arzew augmentera considérablement les capacités de traitement de la région. Parallèlement, le port de d'Oran fait l'objet d'une modernisation en profondeur, marquée par l'arrivée d'équipements portuaires de dernière génération. À Annaba, la construction d'un terminal phosphatier ambitionne de faire de ce port l'un des principaux hubs du phosphate en Méditerranée. Enfin, un projet stratégique encore à l'étude pourrait représenter une avancée décisive : le port-centre, véritable futur hub logistique national, envisagé entre Cherchell et Boumerdès, probablement à Cap Djinet ou Dellys. Ce port de nouvelle génération sera hyperconnecté, respectueux de l'environnement et doté des dernières technologies numériques. Le retard accumulé par les ports algériens en matière de performance opérationnelle est en passe d'être comblé. Alors que des ports européens comme Valence traitent une escale en six heures en rade et deux jours à quai, les performances algé-

riennes s'améliorent sensiblement. « À Béjaïa, nous avons un terminal performant, en partenariat avec un opérateur singapourien, qui atteint 20 conteneurs à l'heure, contre 10 dans les ports classiques. Avec l'arrivée des nouveaux portiques à Oran en juillet, nous viserons 30 conteneurs/heure », a indiqué M. Rezzal. En 2024, le volume total de marchandises ayant transité par les ports algériens s'élève à 130 millions de tonnes, réparties équitablement entre hydrocarbures (65 Mt) et autres produits. Toutefois, le volume exporté reste faible, à hauteur de 20 millions de tonnes seulement soit 6 % du total constitué principalement de clinker, ciment, urée, produits agricoles et pétrochimiques. Serport entend renverser cette tendance et faire de l'export un véritable levier de croissance.

La numérisation en marche

Sur le plan technologique, Serport a lancé dès 2021 le Port Community System (PCS), une plateforme numérique destinée à dématérialiser l'ensemble des procédures portuaires. Parallèlement, les Douanes ont développé leur propre système, ALCES. L'ob-

jectif est désormais d'assurer l'interopérabilité entre ces outils, afin de créer un guichet unique d'envergure internationale. « Nous connectons tous les acteurs : banques, SNTF, transporteurs routiers, avec l'appui du Haut-Commissariat à la Numérisation », a expliqué M. Rezzal. En matière environnementale, bien que du retard soit reconnu, Serport affiche une ambition claire : faire de ses ports des espaces green and smart. Des discussions sont en cours avec Naftal, Sonatrach et l'Organisation Maritime Internationale (OMI) pour introduire des énergies propres telles que l'électricité à quai, le solaire ou encore le GNL. « L'Algérie, premier producteur de GNL en Afrique, devrait devenir leader du soutage maritime propre. C'est un objectif stratégique », a-t-il affirmé. Des partenariats public-privé sont déjà expérimentés dans plusieurs ports, notamment à Béjaïa, DjenDjen, Arzew ou Alger, via des joint-ventures sur les superstructures. Toutefois, le cadre juridique actuel réserve la gestion des infrastructures à l'État. Une réforme législative est donc attendue pour faciliter les investissements structurants et accélérer l'ouverture du secteur.

«ALGÉRIA RAIL-EXPO 2025»

La première édition du Salon s'ouvre mercredi à Oran

Par S R.

La première édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires, intitulé "Algérie Rail-Expo 2025", se tiendra à partir de mercredi prochain au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran (CCO), a indiqué, hier, le Commissaire du salon, Mourad Cheboub. Cet événement de quatre jours, organisé sous le patronage du ministre des Transports et à l'initiative de l'agence de

communication et d'événements économiques "Moka Com", en partenariat avec le Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, rassemblera des exposants nationaux et étrangers, a-t-on fait savoir de même source. Il constituera une opportunité pour les professionnels de découvrir les dernières innovations dans le domaine ferroviaire et d'explorer de nouvelles solutions pour le développement des infrastructures ferroviaires en Afrique. Le salon, dédié à l'innovation, aux technologies et aux solu-

tions de l'industrie et des infrastructures ferroviaires, réunira les principaux acteurs du marché national et international, des décideurs et des experts, ainsi que des entreprises leaders dans le secteur ferroviaire. Cette manifestation économique vise également à offrir une "plateforme d'échange idéale, destinée à promouvoir le savoir-faire dans l'industrie et les infrastructures ferroviaires, à créer des opportunités de partenariat et à faciliter les échanges autour des défis et des solutions ferroviaires en

Afrique", a-t-on précisé. Les organisateurs ont prévu, à cette occasion, une série de conférences portant sur des thèmes tels que : "L'industrie ferroviaire en Algérie, un levier pour le développement régional et l'amélioration de la logistique", "L'industrie ferroviaire et la transition énergétique en Algérie", "Le développement durable et l'impact environnemental des chemins de fer", "La mise en œuvre de projets de signalisation ferroviaire en s'appuyant sur les compétences algériennes", entre autres.

PROTECTION CIVILE

Vingt-cinq incendies maîtrisés en une semaine à Médéa

Vingt-cinq incendies de forêts ont été maîtrisés entre le 1 et 8 juin courant, à travers de nombreuses communes de la wilaya de Médéa, et des parcelles de céréales et des habitations ont été protégées des flammes suite à l'intervention des éléments de la protection civile, selon un bilan communiqué, lundi, par ce corps

constitué. Le déploiement rapide des équipes de lutte contre les incendies a permis la maîtrise de ces feux de forêts et d'éviter la propagation des flammes vers des parcelles de céréales et des plantations agricoles, a-t-on indiqué. Le communiqué précise qu'"aucune perte humaine ou des blessés" n'ont été signalés lors de ces incendies, ajoutant

que l'intervention des éléments de la protection civile, appuyés par ceux de la conservation des forêts, a permis de protéger de nombreuses habitations et des biens de particuliers menacés par le feu. Les plus importants incendies ont été enregistrés, dimanche, l'un à Hamam El-Kaid, dans la commune

d'Ouamri, à l'ouest de Médéa, et le deuxième à Ouled-Touati, commune de Sedraya, à l'est, qui ont été vite maîtrisés par les équipes d'intervention qui ont réussi à sauver des dizaines d'hectares de céréales et des maisons situées à proximité des foyers d'incendies, note le communiqué de la protection civile.

HADJ 2025

L’Algérie remporte le Prix d’or ”Labeitom” pour la deuxième année consécutive

L'Algérie a remporté, dimanche à la Mecque (Royaume d'Arabie saoudite), pour la deuxième année consécutive, le Prix d'or "Labeitom", décerné par le ministère saoudien du Hadj et de la Omra pour récompenser les établissements et instances qui se sont distingués par l'excellence de leurs services aux pèlerins, indique un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. Le Prix d'or "Labeitom", dans la catégorie des grands bureaux des affaires des pèlerins en matière d'encadrement, a été reçu par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, chef du Bureau des affaires des pèlerins algériens, M. Youcef Belmehdi, des mains du ministre saoudien du Hadj et de la Omra, M. Tawfik Ben Fawzan Al-Rabiah, et ce, lors de la cérémonie de clôture de la saison du hadj 1446H/2025. Dans une déclaration à l'APS, M. Belmehdi s'est dit fier de cette distinction, fruit d'un travail collectif et d'une coordination rigoureuse entre les différents secteurs concernés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, a-t-il dit, rappelant, à cet égard, le soutien constant accordé au Bureau par les hautes autorités du pays. Ce Prix va nous encourager à améliorer les performances et à développer les mécanismes de travail, en vue d'offrir de meilleurs services aux pèlerins, a ajouté le ministre, assurant que le Bureau poursuivra ses efforts pour garantir les meilleures conditions possibles et permettre aux pèlerins algériens d'accomplir les rites en toute sérénité.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OcéAN

Ouverture de la 3^e édition à Nice

La troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC3) s'est ouverte lundi dans la ville côtière française de Nice (sud) sous le thème «Accélérer l'action et mobiliser tous les acteurs pour conserver et utiliser durablement l'océan». Couvrant les trois quarts de la surface de la Terre, l'océan fournit à l'homme des ressources naturelles essentielles, contribue à la décomposition et à l'élimination des déchets et de la pollution, et constitue également le plus grand puits de carbone de la planète. L'UNOC3, organisée conjointement par la France et le Costa Rica, rassemble les délégations gouvernementales des Etats membres des Nations unies, ainsi que les parties prenantes des organisations internationales, de la communauté de recherche, de la société civile et du secteur privé, afin de discuter de la gouvernance mondiale de l'océan. L'objectif de l'UNOC3 est de soutenir la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14 des Nations unies (ODD14) «Conserver

et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable», en mettant l'accent sur trois priorités : d'abord, œuvrer à l'aboutissement des processus multilatéraux liés à l'océan pour relever le niveau d'ambition pour la protection de l'océan, ensuite, mobiliser des financements pour l'ODD14 et soutenir le développement d'une économie bleue durable, et enfin, renforcer et mieux diffuser les connaissances liées aux sciences de la mer pour une meilleure prise de décision politique. S'exprimant lors de la session d'ouverture, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a affirmé que l'océan est "notre bien commun par excellence" que l'humanité est en train de "pillar". "La protection de l'océan nécessite le multilatéralisme et l'augmentation des investissements des nations, étant donné que l'ODD14 demeure l'un des objectifs de développement durable les moins bien financés", a-t-il indiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,18	-0,58	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 420,00	1420,00	0,00	0,21	0,92	0,00	-	1050	1 491 000,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,48	4,30	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPR	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6446	14 825 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,50	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-3,87	2,03	-	0	0,00

UNIVERSITÉ FERHAT-ABBAS DE SÉTIF

Trois chercheurs obtiennent un brevet dans le domaine de la dosimétrie luminescente

Trois chercheurs de l'Université Farhat Abbas (Sétif 1) ont obtenu un brevet dans le domaine de la dosimétrie luminescente, en améliorant la sensibilité des appareils de mesure en radiologie, a indiqué, lundi, le directeur de cet établissement d'enseignement supérieur, le Pr Mohamed-Elhadi Latreche. Le brevet, déposé auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI), consacre les travaux des enseignants-chercheurs Fayçal Kharfi, Chahrazed Benkhefifa et Malia Hemissi, a précisé le même responsable à l'APS. Cette innovation re-

présente un "développement qualitatif" dans le domaine de la dosimétrie luminescente à base d'Alumine, doublement dopée à l'Antimoine (Sb) et au Sodium (Na) pour utilisation en dosimétrie des rayonnements ionisants ce qui, selon le Pr Latreche, "améliore l'efficacité et la sensibilité des appareils de mesure dans les environnements radiologiques" et "ouvre de nouveaux horizons en matière de recherche, de médecine et d'industrie". Le directeur de l'université Ferhat-Abbas s'est félicité de cette réalisation qui traduit, a-t-il dit, l'esprit d'innovation et qui caracté-

rise l'université et renforce son rayonnement aux niveaux national et international. Il a affirmé, dans ce contexte, que l'université "soutient toutes les initiatives de recherche qui élèvent le niveau des connaissances et contribuent à servir le pays et la société". Ce brevet "étoffe la série de succès remportés par l'université de Sétif au cours des dernières années et confirme, une fois de plus, la dynamique imprimée à la recherche scientifique et illustre les compétences académiques de cette institution universitaire", a encore souligné le Pr Latreche.

RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT

Le ministre de l’Hydraulique salue les efforts déployés sur le terrain durant l’Aïd El-Adha

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a salué, dimanche à Alger, les efforts déployés sur le terrain durant l'Aïd El-Adha par les agents et cadres de l'Office national de l'assainissement (ONA), notamment les interventions d'urgence effectuées sur les réseaux d'assainissement des différentes wilayas du pays, indique un communiqué du ministère. Cette déclaration du ministre a été faite lors de la réunion de suivi

de la performance du service public de l'assainissement qu'il a présidée, au siège de la Direction générale de l'ONA, dans le cadre de ses visites d'inspection des établissements du secteur pour évaluer le travail accompli durant l'Aïd El-Adha, précise la même source. La réunion s'est tenue en présence des cadres du ministère et des représentants de l'ONA, avec la participation, par visioconférence, de 54 directeurs d'unité représentant les différentes wilayas du pays, selon le communiqué. Lors de cette rencontre, le ministre a écouté des exposés détaillés présentés par les directeurs d'unité sur les services assurés durant l'Aïd,

notamment les interventions d'urgence pour régler des problèmes d'obstruction sur les réseaux d'assainissement. Après avoir salué les efforts qualitatifs déployés sur le terrain, le ministre a insisté sur la nécessité de maintenir un même niveau de rigueur et de réactivité, notamment à l'approche de la saison estivale, où une pression accrue est enregistrée sur les réseaux. Au terme de la réunion, M. Derbal a appelé à poursuivre le travail assidu et à maintenir la coordination pour assurer la continuité du service public et améliorer sa qualité, en vue de répondre aux attentes des citoyens et de contribuer à la préservation de la santé publique.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 09 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Juin 2025

Prix du détail ¹		اسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		دج / كلف			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	65	72	58	البطاطا
	Tomate	95	108	82	الطماطم
	Oignon sec	48	55	40	البصل الجاف
	Ail vert	159	180	138	الثوم الخضراء
	Carotte	95	104	86	الجزر
	Navet	100	111	89	لفت
	Poivron	119	133	105	الفلفل الاخضر
	Piment	148	167	128	الفلفل الحار
	Courgette	89	101	78	الكوسة
	Haricot vert	198	218	178	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	118	130	105	الخس
Fruits frais	Pomme locale	429	497	362	التفاح المحلي
	Datte	555	679	431	التمر
	Banane	423	434	410	الموز
	Melon	130	147	112	البطيخ الاصفر
	Pastèque	96	110	81	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1760	1895	1625	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	317	328	306	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	الببيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

GNL ALGÉRIEN

Les importations françaises en hausse de près de 13 %

Si les États-Unis conservent leur couronne de plus grand exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2024, l’Algérie se positionne à la 8 place, avec des exportations ayant atteint 0,962 million de tonnes en mai, selon les dernières données de la plateforme Energy Research Unit (Attaqa), basée à Washington. Marquée par le retour du Royaume-Uni, absent du marché en avril dernier, la liste des plus grands importateurs de gaz naturel liquéfié algérien a connu des changements notables en mai 2025. Et en cela, la France reste la première destination du gaz algérien.

Par Reda Hadi

Selon la même source, six destinations ont concentré la totalité des exportations algériennes de GNL au cours de ce mois, dont cinq pays européens qui ont représenté à eux seuls près de 93 % du total. La France est arrivée en tête des plus grands importateurs de GNL algérien, s’octroyant la plus grande part avec 26,8 % du total, devant l’Italie et la Turquie. La liste des plus grands importateurs de GNL algérien en mai confirme la prédominance des pays européens, avec toutefois un ordre modifié par rapport aux mois précédents. La France reste le premier importateur de gaz algérien avec 0,258 million de tonnes. Les importations françaises de GNL algérien en mai se sont élevées à 0,258 million de tonnes, en hausse de 12,7 % par rapport aux 0,229 million de tonnes enregistrées en avril, mais en recul de 15 % par rapport aux 0,304 million de tonnes de mai 2024. L’Italie se classe au deuxième rang des importateurs de GNL algérien en mai, avec une part de 22,8 %. Ses importations ont bondi à 0,219 million de tonnes, soit une croissance de 45 % par rapport aux 0,151 million de tonnes d’avril

2025, et un saut annuel de plus de 82 %. La Turquie a représenté 22,4 % des exportations totales de GNL algérien, se plaçant ainsi au troisième rang, avec environ 0,215 million de tonnes, contre 0,201 million en avril, soit une hausse de 7,4 %. Sur une base annuelle, les importations turques de GNL algérien ont reculé de 23 %, comparées aux 0,279 million de tonnes importées au cours du même mois de l’année précédente. Fait notable, le Royaume-Uni s’est hissé à la quatrième place des plus grands importateurs de GNL algérien, avec 0,137 million de tonnes réceptionnées en mai, alors qu’aucune cargaison n’avait été livrée en avril. Par rapport à mai 2024, les importations britanniques ont enregistré une hausse annuelle de 124 %, contre 0,061 million de tonnes, selon les données de l’Energy Research Unit. En revanche, les exportations algériennes vers l’Espagne ont reculé : le pays ibérique a capté 7,1 % du total des exportations, avec 0,068 million de tonnes, contre 0,139 million en avril et 0,158 million en mai 2024. Dans le même temps, les données de l’Energy Research Unit indiquent qu’environ 0,065 million de tonnes de GNL algérien exportées en mai n’avaient pas de destination identifiée.

Les exportations de GNL algérien ont bondi d’environ 23 % en mai par rapport au mois d’avril, où elles s’étaient élevées à 0,783 million de tonnes. Sur une base annuelle, les exportations du mois dernier, qui se sont élevées à 0,962 million de tonnes, sont restées en deçà du niveau enregistré en mai 2024 (1,144 million de tonnes), soit une baisse de 16 %. En examinant les données du premier trimestre 2025, les exportations ont reculé de 25 % par rapport à la même période de 2024, atteignant 2,24 millions de tonnes. Cela place l’Algérie au deuxième rang des exportateurs de GNL en Afrique, derrière le Nigeria, selon le rapport « Évolution des marchés arabes et mondiaux du GNL au premier trimestre 2025 » publié par l’Energy Research Unit. Cette baisse est attribuée aux travaux de maintenance programmés sur les installations d’Arzew et de Skikda, entraînant le niveau trimestriel d’exportation le plus bas depuis le troisième trimestre 2018, période durant laquelle les exportations s’élevaient à 1,98 million de tonnes. Durant cette période, la Turquie s’est positionnée en tête des importateurs de GNL algérien, avec 1,03 million de tonnes importées, suivie par la France et l’Espagne.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 66,5 dollars

Les cours du pétrole sont stables lundi, conservant les gains de la semaine dernière avec de nouvelles discussions entre les États-Unis et la Chine visant à prolonger la trêve dans leur guerre commerciale. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 0,11% à 66,54 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, gagnait 0,08%, à 64,63 dollars. Le cours du baril de Brent s’est apprécié de plus de 4% la semaine dernière avec l’espoir d’une avancée dans les négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, estiment les analystes. "Nous souhaitons que la Chine et les États-Unis poursuivent sur la lancée de l’accord signé à Genève", a insisté dimanche la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, sur Fox News. Washington et Pékin sont les deux plus grands consommateurs de pétrole au monde, rendant le cours de l’or noir particulièrement sensible à la santé économique de ces pays. Un accord ou un prolongement de la trêve sur la majorité des droits de douane serait donc perçu comme un facteur de hausse des prix du baril.

RAPPORT DU FMI

Amélioration confirmée des performances économiques de l’Algérie

Par Mourad A.

Le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur l’Algérie, publié au printemps 2025, dresse un tableau globalement positif de l’économie nationale. Selon le document, le pays affiche une croissance robuste, une inflation en nette baisse et un regain d’attractivité pour les investisseurs, dans un contexte régional marqué pourtant par des tensions géopolitiques. Interrogé sur les conclusions de ce rapport, Ahmed Hidouci, expert en économie, estime que les résultats sont le fruit de réformes structurelles entamées ces dernières années, et reposent sur quatre piliers fondamentaux : la consommation, l’investissement, les dépenses publiques et le commerce extérieur. «L’Algérie figure désormais parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, grâce notamment à l’augmentation des salaires et à l’élargissement du pouvoir d’achat des ménages »,a-t-il affirmé lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale. Selon le FMI, le taux de croissance hors hydrocarbures atteindra 4,5 % en 2025, porté par la montée en puissance des industries de transformation, la modernisation de l’agriculture, notamment saharienne, et l’essor des exportations hors énergies. Sur le plan budgétaire, l’investissement public reste massif : plus de 125 milliards de dollars sont inscrits au budget

2025, après 111 milliards de dollars en 2024. Ces enveloppes financent les grands chantiers d’infrastructures, comme les lignes ferroviaires, les stations de dessalement d’eau de mer et les projets routiers. L’économie algérienne semble également tirer profit de la rationalisation des importations et d’un meilleur encadrement du commerce extérieur. La digitalisation des ports, citée dans le rapport, a favorisé une meilleure fluidité logistique et a renforcé les capacités d’exportation. Autre donnée remarquable : le taux d’inflation est passé de 9,3 % en 2023 à 4,0 % en 2024, avec une projection à 3,0–3,5 % en 2025. Ce recul s’explique par la stabilisation de la masse monétaire, selon Ahmed Hidouci : «La Banque d’Algérie a figé la création monétaire tout en veillant à élargir l’offre de biens. C’est une combinaison efficace qui a permis d’atténuer les tensions inflationnistes »,a-t-il précisé. Malgré ces avancées, des défis structurels persistent, notamment la forte sensibilité des équilibres financiers au prix des hydrocarbures. Le manque de foncier industriel et la lenteur dans la réalisation des projets demeurent également des obstacles à la pleine concrétisation du potentiel économique du pays.

Les efforts du gouvernement salués

Si la situation macroéconomique semble s’améliorer, les efforts de l’État dans la

gestion des grandes périodes de consommation, comme l’Aïd al-Adha, ont également été salués. L’édition 2025 de la fête religieuse s’est déroulée dans un climat de sérénité, marqué par la maîtrise des prix, la disponibilité des produits, et un comportement de consommation plus rationnel de la part des citoyens. Selon Ahmed Hidouci, cette réussite est le fruit d’une coordination exemplaire entre les ministères du Commerce, de l’Agriculture, de l’Industrie, de l’Intérieur et de l’Environnement. Plus de 55 000 commerçants ont participé aux permanences, assurant la continuité du service durant les jours fériés. « Pour une fois, on n’a pas assisté à une flambée incontrôlée des prix. Plus de mille interventions de contrôle ont été menées pour encadrer le marché »,a expliqué l’économiste. Le gouvernement a également autorisé l’importation exceptionnelle de moutons, pour combler le déficit du cheptel national, affaibli par la sécheresse et le coût élevé des aliments pour bétail. Ce réajustement a permis d’assurer un certain équilibre entre l’offre et la demande, bien que de nombreuses voix appellent désormais à une stratégie pérenne de relance de la filière ovine. « Il est urgent de soutenir les éleveurs avec des subventions ciblées, de structurer les grandes exploitations modernes

et de protéger les brebis reproductrices», a-t-il insisté. L’expert a également salué le lancement par le ministère de l’Industrie de la 7e campagne de collecte et de valorisation des peaux d’ovins, tout en regrettant la lenteur de sa mise en œuvre. Il appelle à créer des abattoirs de proximité temporaires pendant l’Aïd, pour faciliter les conditions d’abattage en milieu urbain et améliorer la collecte. Seule ombre au tableau : les difficultés de transport inter-wilayas, particulièrement dans le sud, l’est et l’ouest du pays, où les citoyens ont eu du mal à obtenir des billets pour rejoindre leurs familles. Ahmed Hidouci a proposé des solutions numériques et logistiques pour anticiper la demande lors des fêtes : « Il faut penser à une plateforme numérique unifiée, renforcer les flottes de transport et mieux intégrer le chemin de fer. Un plan national est nécessaire », a-t-il soutenu. L’expert a souligné que les résultats positifs enregistrés durant l’Aïd doivent servir de base pour élaborer une politique durable. Cela concerne aussi bien la consommation, l’élevage, l’organisation du marché, que la logistique et l’environnement. « Nous devons sortir de la logique de gestion dans l’urgence. L’État dispose aujourd’hui des moyens d’agir dans la durée, avec des stratégies coordonnées, efficaces et orientées vers la performance », a-t-il conclu.

BOUIRA

Collecte de plus de 7000 peaux ovines les deux premiers jours de l'Aïd

Plus de 7.000 peaux ovines ont été collectées à Bouira durant les deux premiers jours d'Aïd El-Adha, dont une grande partie a été déjà transférée à l'entreprise nationale Algérienne des Cuirs et dérivés basée à Rouiba (Alger), a-t-on appris dimanche auprès de la direction de l'industrie. Au cours des deux premiers jours de l'Aïd El Adha, soit jusqu'à hier samedi à 18h, les services de l'entreprise Nadhif et ceux des Assemblées populaires communales (APC) ont collecté 7.097 peaux ovines à travers les différentes communes de la wilaya de Bouira, selon les détails fournis à l'APS par le directeur de l'industrie, Hacen Saoudi. Le même responsable a précisé que l'opération était toujours en cours et que le nombre de peaux ovines collectées pourrait augmenter. "Une première quantité a déjà été transportée à bord de trois camions semi-remorque pour être transférée à l'ACED de Rouiba, le reste suivra", a précisé M. Saoudi. Avant ce transfert, 4.031 peaux saines et valables parmi le total collecté, ont été traitées et salées au niveau des quatre centres d'enfouissement technique (CET) de la wilaya, selon le directeur de l'industrie. D'autres services ont participé à la collecte qui se poursuit et qui sera clôturée dimanche en fin de journée, a relevé le même responsable, qui a souligné que le nombre de peaux collectées cette année est en hausse par rapport à l'année passée (2024) qui a connu une collecte d'environ 5.000 unités. Par ailleurs, le directeur du commerce, Farouk Hamdaoui, a assuré que la permanence des commençants a été largement respectée durant les trois jours de cette fête religieuse à travers les différentes communes de la wilaya. "Tous les commerçants concernés par la permanence, les boulangeries, les laiteries, et d'alimentation générale, ont ouvert durant les trois jours de l'Aïd El Adha à Bouira", s'est réjoui M. Hamdaoui.

MASCARA

Des initiatives solidaires à l'occasion de l'Aïd El-Adha

Des initiatives solidaires ont été organisées, dimanche dans la wilaya de Mascara, à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha, a-t-on appris des organisateurs.

Dans ce cadre, dix associations à caractère social et culturel, en collaboration avec la direction de l'Action Sociale et de la Solidarité (DASS), ont mené des actions de solidarité ayant permis aux enfants résidant à l'établissement pour l'enfance assistée "El Amel" de Tighenif de partager la joie de l'Aïd El-Adha. Ces activités ont été marquées par la présentation de spectacles récréatifs et une pièce de théâtre sur cette fête religieuse, produite par l'Association de théâtre "Jeunesse de la Quatrième Génération" de Mascara, a indiqué le directeur de l'établissement, Belkacem Nadji. A cette occasion, la troupe "Nassim El-Leïl" de la commune de Mohammadia a présenté des chants traditionnels et des chants religieux. Deux concours ont également été organisés:

l'un pour le meilleur jeune "Mounchid", et l'autre pour la meilleure nouvelle relatant les ambiances de l'Aïd El-Adha. Par ailleurs, les enfants en situation de handicap mental, affiliés aux centres psychopédagogiques des communes de Mascara, Sig, Ghriss et Mohammadia, ont bénéficié à cette occasion de cadeaux, de jouets et de livres de coloriage, de même qu'ils ont profité de spectacles récréatifs. Ces activités ont été organisées avec la participation de l'Association nationale "Amel El-Hayat" pour l'aide aux enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale (IMC), a-t-on fait savoir de même source. Il est à noter que la direction de l'Action Sociale et de la Solidarité a élaboré un programme spécial de solidarité pour l'Aïd El-Adha, comprenant des visites de solidarité aux patients des éta-

blissements publics hospitaliers, ainsi qu'aux pensionnaires des établissements dédiés à la prise en charge des personnes âgées de Mascara et Sig. Des aides alimentaires et de la viande ovine ont également été distribuées aux familles démunies, avec la participation de plusieurs associations, a précisé M. Nadji. D'autre part, la commune de Sehaïlia, en collaboration avec des bienfaiteurs et plusieurs associations caritatives locales, a organisé la première édition d'un événement solidaire intitulé "Les Mains de la Bienfaisance", à l'occasion de l'Aïd El-Adha, indiquent les services de cette collectivité locale. Cette manifestation a inclus la distribution de viande et de colis alimentaires à 220 familles démunies résidant dans la commune.

RÉAMÉNAGEMENT DU MARCHÉ DE VÉHICULES D'OCCASION DE TIDJELABINE (BOUMERDES)

Plus de 120 millions de DA alloués par la commune

Une enveloppe financière de plus de 120 millions de DA a été affectée par la commune de Tidjelabine, à l'Est de la wilaya de Boudjerda, pour le réaménagement du marché national des véhicules d'occasion et des espaces y attenants, a-t-on appris, dimanche, du président de l'Assemblée de cette commune, Bilal Khedidji. Cette enveloppe provient d'un prêt accordé au titre de l'année 2024 à la commune, par le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménage-

ment du territoire, a indiqué à l'APS, M.Khedidji. Le projet est inscrit dans le cadre de l'organisation de l'activité commerciale liée à la vente de véhicules et de bétail, ainsi que de l'amélioration des conditions d'exploitation, en conformité avec les exigences de sécurité, d'urbanisme et de mise à disposition d'espaces de services adéquats pour les opérateurs et les clients, est-il souligné de même source. Le président de l'Assemblée populaire communale de Tidjelabine a cité parmi les principales dispositions du plan de réhabilitation de ce marché,

le maintien du marché hebdomadaire de véhicules (samedi) en son état actuel, la création d'un autre marché hebdomadaire spécialisé dans la vente de bétail et de fourrage, et d'un 3e marché hebdomadaire dédié à l'activité commerciale de gros pour les produits classés (D15), qui se tiendra chaque mardi. Le même plan prévoit aussi l'augmentation de la capacité du marché de véhicules à 5.000 unités, contre 2.000 actuellement, outre la répartition de son assiette en grandes surfaces pour l'organisation des parkings, les véhicules et les services, a-t-

il ajouté. Le site sera, également, équipé de divers services et installations, dont l'éclairage public et le bitumage des routes du marché, entre autres, selon la même source. Créé en 1985, le marché hebdomadaire de Tidjelabine a repris du service en 2024 après trois (3) années de fermeture pour des raisons organisationnelles, rappelle-t-on. Abrité par une assiette de près de 14 hectares de la cité "Ben Fouda", à l'Ouest de la commune, ce marché était organisé chaque jeudi jusqu'en 2010, date du remplacement de cette journée par le samedi.

KHENCHELA/MILIEU SCOLAIRE

Réalisation "bientôt" de trois unités de dépistage et de suivi

Trois (3) unités de dépistage et de suivi en milieu scolaire (UDS) seront "bientôt" lancées en travaux dans la wilaya de Khenchela, a indiqué, dimanche, le directeur local de l'éducation, Bachir Bouderbala. "Le projet est actuellement en phase de conclusion des formalités réglementaires, assurées par les directions de l'éducation et des équipements publics, en prévision du lancement des chantiers" a précisé

le même responsable dans une déclaration à l'APS, soulignant que ces UDS seront réalisées au lycée Chihani-Bachir de Khenchela, celui de Mohamed Benali-Messaoudi à Bouhmama et au collège d'enseignement moyen (CEM) des Frères Martyrs Boudrhan dans la commune de Djellal. M. Bouderbala a ajouté qu'une enveloppe financière de 16,5 millions de dinars a été allouée à la réalisation de ces projets dont la construction "ne

dépassera pas, conformément au cahier des charges, les 4 mois, d'autant que le choix des entreprises devant exécuter les travaux a été opéré". Le directeur de l'éducation a rappelé que 3 UDS, déjà réceptionnées aux CEM Brahim-Salah de Chechar, Necib-Mohamed Ameziene à Lemsara et au lycée Selmi-Mahmoud de Chechar, sont actuellement en cours d'équipement et seront mises en service "dès la prochaine rentrée scolaire".

GHARDAÏA

Près de 70 exploitations agricoles en cours de raccordement à l'énergie électrique

Pas moins de 69 exploitations agricoles sont cours de raccordement à l'énergie électrique à travers la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Ces raccordements, entrant dans le cadre du soutien à l'investissement privé dans le secteur agricole, a nécessité un financement global de plus de 1,5 milliard DA, a précisé, à l'APS, le chargé de communication de Sonelgaz-Ghardaïa, Yahia Abbès. Plus de 289 km linéaires de réseau électrique (204 km de moyenne ten-

sion et 85 km de basse tension) ainsi que 92 transformateurs sont en cours d'installation pour la concrétisation de cette opération visant à appuyer les agriculteurs dans la mobilisation de l'eau d'irrigation, a-t-il ajouté. Depuis le lancement du programme d'électrification agricole décidé par les pouvoirs publics à la fin de 2021, ce sont 1.558 exploitations agricoles qui ont été raccordées à l'énergie électrique dans la wilaya de Ghardaïa, selon la même source. Le programme d'électrification agricole a nécessité un financement global de plus de 4,6 milliards DA et la réali-

sation de plus de 993 km linéaires de réseau (784 km de MT et 209 de BT) ainsi que 488 transformateurs à travers la wilaya. Pas moins de 332 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique durant l'année précédente 2024, a rappelé M.Abbès, précisant que l'opération a nécessité plus de 1,3 milliards DA pour la réalisation de plus de 244 km de câbles électriques (169 km de MT et 75 km de BT) et l'installation de 118 transformateurs en zones arides. Selon les responsables de l'agriculture, l'agriculture irriguée s'est imposée comme composante importante de

l'économie locale, en tant que levier de production de richesse et de création d'emplois, favorisé par des investissements importants injectés par les pouvoirs publics en matière de mobilisation des ressources en eau, d'ouverture de pistes agricoles et d'électrification. Ce qui a permis l'émergence de cultures sous serre et sous pivots, dotées de techniques de pointe en mesure de relever le défi de la compétitivité, en matière de rendement et de qualité des produits, notamment stratégiques, et favorisant la création d'opportunités d'emploi et d'investissement à haute valeur ajoutée, expliquent-ils.

Trouver sa voie

Trouver sa voie, choisir sa voie dans le cours des choses, c’est commencer par faire la part de ce que la dynamique mondiale porte en avant et de ce qu’elle rejette en arrière. C’est ensuite ou en même temps, y faire son sillon, sa place. Comme inscrire sa voie dans le paysage.

2^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Elle doit en émaner. Par contre, on applique des modèles. La justice précoloniale était une justice de médiation. S'appuyant sur des croyances communes, une hiérarchie des valeurs qui avaient valeur de loi, la violence légitime ne s'appuyait pas sur un monopole de la violence. Contrairement à l'État de droit, qui applique une loi qui suppose sa non observation, avec la médiation, l'observation et l'application de la loi ne sont pas séparées. Les croyances sociales, les règles sociales et les comportements sociaux ne sont pas disjoints. Les règles sociales règlent ou canalisent les comportements sociaux parce que les acteurs partagent la croyance dans une certaine hiérarchie des valeurs. Dans les sociétés où l'État se place au-dessus de la société, où les droits des individus sont relativement peu développés parce que l'économie n'est pas suffisamment puissante pour les protéger et protéger de la corruption une nombreuse armée de fonctionnaires, la société et l'État font preuve d'une cohérence, d'une observation et d'une application de la loi très imparfaites. L'État ne peut appliquer le droit que de manière discrétionnaire étant donné le caractère composite de la société et l'équipement sécuritaire de la société. L'application de la loi est limitée en amont et en aval. La paix sociale exige d'autres arrangements, l'application de la loi pouvant causer plus de désordre qu'elle ne veut en défaire. L'État s'abstiendra souvent d'appliquer la loi pour se préserver et préserver la paix sociale. Entre le jugement du juge et son exécution, la question de la paix sociale se posera au secteur plus large de la sécurité. Il faut prendre acte de cette construction par le haut qui ne dispose pas des conditions et des moyens nécessaires. L'individu ne dispose pas du secteur de sécurité nécessaire. L'État détenteur du monopole de la violence a besoin d'institutions qui ne dissocient pas la justice de la paix sociale. Il faut se rendre à l'évidence que ce n'est pas à l'État d'appliquer la loi, mais aux citoyens. Ce sont eux qui en sont les sujets et les objets. L'État doit faire respecter son monopole de la violence et protéger les institutions de la violence. Avec la médiation, il favorise ainsi l'unité et l'harmonie sans interposer de fonctionnaires entre les citoyens pour régler leurs différends. Il n'expose pas ses fonctionnaires à la corruption. Le médiateur n'est pas un fonctionnaire de la puissance publique, mais un personnage choisi par les parties en conflit, indépendant, c'est-à-dire intéressé par une paix entre les parties. Les parties se rapportent à un médiateur qu'elles choisissent, qui ne décident pas à leur place, mais qui représente une société intéressée par la paix entre ses parties. Aplanir des différends entre deux parties, c'est aplanir des différends au sein de la société. Il y a dans la médiation une fonc-

tion sociale et politique : la médiation fait écho à une approbation sociale. Un « débat public » sourd ou ouvert pourrait contribuer largement à déterminer le personnage compétent. Nous ne sommes plus dans un jeu à somme nulle ou contradictoire entre deux parties, mais dans un jeu à somme non nulle impliquant trois termes, les intérêts des parties en conflit et l'intérêt de la société au travers du médiateur, la société subissant les effets du conflit et bénéficiant des effets de l'arrangement. Le médiateur sera une personne « élue » par les parties en conflit et par la société.

Économie domestique et secteur d'exportation

Il faut distinguer dans la région une économie domestique et une économie d'exportation. L'économie domestique devra d'abord être préoccupée par l'emploi, par la distribution du pouvoir de vendre et d'acheter. L'introduction des différentes formes de capital ne se fera pas au détriment du capital humain et du capital naturel. Le capital le plus rare devra améliorer la productivité du facteur le plus abondant qui pourra en retour réduire la rareté du facteur le plus rare. La région doit de cette façon pouvoir s'acheter tout ce dont elle ne peut pas se passer en cas d'isolement. Elle doit disposer des moyens de son économie de subsistance. Garantir l'emploi, c'est garantir un revenu. Bien entendu, la séparation de l'économie domestique et de l'économie d'exportation est relative. Plus une région aura un important secteur d'exportation, moins elle aura besoin d'une économie domestique importante, mais plus elle aura besoin d'une économie domestique diversifiée et de qualité, diversité et qualité qui lui permettront de se redéployer si l'économie d'exportation devait régresser, si une économie de subsistance devait être rétablie. Les rapports entre économie domestique non marchande, économie domestique marchande et économie d'exportation doivent s'inscrire dans un continuum qui permet le passage d'une forme d'économie à une autre. D'une forme inférieure à une forme supérieure et inversement : ainsi maîtrisera-t-on le rapport travail capital. Le développement d'un secteur d'exportation aux dépens du secteur domestique ne doit pas empêcher le développement du secteur domestique en retour. La progression de l'un et de l'autre dépendant de la progression des interdépendances avec le monde. La discontinuité des trois formes doit comprendre à fortiori leur continuité en pointillé. Une discontinuité de départ doit retrouver à terme leur continuité. Comme se construirait une chaîne de valeur à partir de l'un ou de plusieurs de ses maillons. Entre ce que s'achète une région et ce qu'elle vend et achète à l'extérieur, une discontinuité qui n'envisagerait pas de continuité risque de faire subir une dualisation non souhaitée à la société et à l'économie.

L'économie d'une région doit pouvoir penser les rapports de substitution et de complémentarité des différentes formes de capital, ainsi que la différente contribution de chaque capital à la productivité globale.

Économie écologique et écologie économique

Il faudrait opposer l'économie écologique à l'écologie économique (ou économie de l'environnement) pour équilibrer le rapport entre la nature et la société. La nature est interne et externe à la société et non pas seulement externe, de même, la société est interne et externe à la nature. C'est dans ce rapport que l'une travaille l'autre. Une écologie dans une économie qui lui reste extérieure est une économie extractive, une économie de substitution constante du travail mort au travail vivant humain et naturel ; elle exprime un rapport de transcendance et de domination de la société sur la nature. Une économie dans l'écologie est une discipline où sciences de la nature et sciences de la société ne sont pas opposées, c'est une économie au service du travail vivant. Elle vise à un équilibre entre les formes de capitaux qui autorise leur mutuelle convertibilité, et non à substituer constamment du travail mort au travail vivant. Elle exprime un rapport d'immanence et d'interaction entre la société (et son activité économique) et la nature. Avec la première, la société est extérieure à la nature, l'économie extrait d'une nature extérieure des ressources et internalise les effets négatifs de son activité sur la nature. Le travail mort phagocyte le travail vivant, l'industrie est transformation du travail humain et du travail de la nature en travail mort, de la vie matérielle en production de marchandises par des marchandises. Avec la seconde, l'économie c'est la croissance de la vie et non sa destruction, le travail mort intensifie le travail vivant, est vivifié par le travail vivant. Le travail humain s'enrichit en enrichissant le travail vivant par le travail mort. Les esclaves mécaniques, les robots assistants personnels n'ont pas pour raison d'être de se substituer purement et simplement au travail vivant humain et naturel, mais de se substituer pour le compléter. Non pas pour enrichir le capital financier, monopoliser le capital humain et appauvrir les autres formes de capitaux. L'occident a voulu posséder le monde en se réservant le capital humain et le capital financier, il a ignoré la solidarité et la complémentarité des différentes formes de capitaux. Il n'a pas anticipé le fait que les chaînes de valeur qu'il tenait par les deux bouts (militaire et financier) allaient lui échapper par l'intérieur. Dans cette analyse sont opposés le tra-

vail mort et le travail vivant avant l'opposition entre les différentes formes de capitaux qui ne sont que des objectivations du travail vivant. Le processus capitaliste de classe soumet les différentes formes de capital au capital financier. L'occidentalisation du monde visait à diviser le monde en jardin occidental et en jungles : un monde de nobles ne travaillant pas ou par plaisir et un monde d'esclaves mécaniques et humains travaillant pour lui. Il fait semblant de s'indigner de l'existence de jungles et de la résurgence des anciennes formes d'esclavage. La crise de l'écologie économique. Nous pouvons soutenir aujourd'hui que l'intensification de la compétition et la réduction de son champ sont la manifestation de la crise de l'écologie économique, le fait de la surexploitation de la nature. La mécanisation automatisée substitue du travail mort au travail vivant en disqualifiant la masse du travail humain au lieu de le qualifier, épuise le travail de la nature au lieu de le renforcer. Le marché du travail se polarise, le capital humain se concentre et les populations inutiles se multiplient. La nature intensément surexploitée menace d'être chaotique. Elle cesse d'être généreuse et ne peut plus accorder ses bienfaits à une masse humaine qui ne cesse de s'accroître et qui aspire à accroître sa consommation au-delà de ce que la nature peut produire. La compétition au lieu de se modérer va s'intensifier, car les riches voudront continuer de disposer d'esclaves plus nombreux, plus dociles et de meilleure qualité. La classe capitaliste monopoliste poursuit la guerre contre la nature et la société que la société de classes a initiée en séparant et opposant de manière antagoniste nature et société, travail et capital. La société occidentale continuant de se placer au-dessus de la nature, le travail social qui a échoué à se réapproprier le capital ne se bat plus que pour une meilleure répartition du produit au lieu de se battre pour de nouvelles conditions de production, un autre rapport de la société à la nature, un autre rapport du capital au travail. Un tel combat qui avait lieu dans une répartition avantageuse de la production marchande mondiale n'est plus satisfaisant avec une répartition qui a cessé de l'être. Ainsi peut-on décrire la crise de la social-démocratie après son acceptation de la société de classes héréditaire. Le compromis social-démocrate ne peut plus être honoré. Le travail mondial réclame sa part. Et le travail asiatique mérite plus que le travail occidental. Les congés payés de la civilisation du loisir ne seront plus payés par les esclaves humains et mécaniques du monde, les crises climatiques et de l'énergie aidant[1].

Notes

[1] Ce qui DOIT changer avant 2027 - Jean-Marc Jancovici. https://www.youtube.com/watch?v=EMwT_0Kdk18

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences Économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

EN 2024

Le CCG dépasse la moyenne mondiale de l'Indice de l'économie circulaire du carbone

Les pays du Conseil de coopération du Golfe ont obtenu de meilleurs résultats que la moyenne mondiale dans l'indice 2024 de l'économie circulaire du carbone, avec un score de 41,5 points, selon les dernières données. Publié par le Centre statistique du Golfe, l'indice sert d'outil d'évaluation des progrès accomplis par 125 pays pour parvenir à des émissions nettes nulles grâce à une approche équilibrée qui intègre des technologies d'atténuation et des outils habilitants. Il mesure également leur transition vers un avenir neutre en carbone basé sur les principes de l'économie circulaire, a rapporté l'agence de presse d'Oman. Les performances du CCG soulignent son engagement croissant en faveur de l'énergie durable et des stratégies de réduction des émissions de carbone. "La contribution de la capacité nominale des centrales d'énergie renouvelable dans les pays du CCG à la capacité nominale totale des centrales d'énergie renouvelable dans le monde a également augmenté, atteignant 0,43 % en 2024, contre 0,03 % en 2015", indique le rapport de l'ONA. Cette expansion reflète l'augmentation des investissements dans le solaire, l'éolien et d'autres projets d'énergie propre dans la région. Certains États membres se classant parmi les plus gros émetteurs par habitant au monde, le passage à des pratiques durables - telles que le recyclage des déchets, le développement des énergies renouvelables et la capture du carbone - vise à concilier le maintien d'un leadership énergétique et les engagements en matière de climat. Selon le Gulf Research Center, basé à Djeddah, l'urbanisation rapide et les modes de consommation à forte intensité de ressources ont renforcé le besoin de solutions circulaires, en particulier dans le domaine de la gestion de l'eau et des déchets, alors que le CCG s'efforce de réduire son empreinte écologique tout en encourageant les investissements verts et la création d'emplois.

MAURITANIE

Lancement d'un projet de renforcement de la résilience des producteurs agricoles et pastoraux dans le sud-est

La ministère de l'Environnement et du Développement durable, Mme Messaouda mint Bahham Ould Mohamed Laghdaf, a lancé à Nouakchott, un atelier de lancement du projet "renforcer la résilience des producteurs agricoles et pastoraux à travers la gestion optimale des bassins affluents et le développement de chaînes de valeur positives vis-à-vis de l'environnement dans le sud-est de la Mauritanie", en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Le projet vise à renforcer les capacités des producteurs agricoles et pastoraux dans les wilayas du Tagant, Hodh El Gharbi, Assaba et Guidimakha, en améliorant la gestion des ressources naturelles, en adoptant des pratiques agricoles durables et en développant des chaînes de valeur environnementales pour renforcer l'économie locale et résister au changement climatique. Ouvrant la cérémonie, Mme la ministre a dit que "le projet s'inscrit dans la lignée des directives de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dans le cadre de son programme national "mon ambition pour la patrie", qui met l'accent sur la protection de l'environnement, le développement de l'économie verte, et la préservation des ressources naturelles", précise - t - elle. Elle

a ajouté que le projet a été soumis par le gouvernement mauritanien et la FAO au Fonds Mondial de l'Environnement, approuvé par le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), il sera mis en œuvre sur une période de quatre ans (2025-2028) sous la supervision de la direction de la protection des espèces et de la restauration des sols du ministère de l'Environnement, et en coopération avec la FAO en tant qu'organe de mise en œuvre. De son côté, M. El Hassen Ould Maouloud, directeur national du projet, a fait une présentation sur les composantes du projet, qui met l'accent sur la gestion participative des ressources, l'autonomisation des groupes vulnérables, notamment les femmes, et le renforcement des capacités locales pour faire face aux défis climatiques. A son tour, M. Moussa

Ould Maouloud, chargé de programme à la représentation de la FAO en Mauritanie, a indiqué que le projet est le fruit d'un partenariat efficace avec le ministère, ciblant les zones aux écosystèmes fragiles confrontées à des pressions environnementales croissantes, et dont les populations dépendent principalement de l'agriculture pluviale et de l'élevage comme source de subsistance. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du conseiller technique chargé des affaires juridiques au ministère de l'environnement (secrétaire général par intérim), du directeur du Bureau national de l'Union mondiale pour la nature, de plusieurs maires des municipalités rurales concernées, ainsi que de représentants des agences de coopération bilatérale et du personnel du ministère.

RÉSERVES INTERNATIONALES EGYPTIENNE

Légère hausse de 0.79% fin mai

Ce chiffre, totalisant 48,526 milliards de dollars, correspond à une augmentation de 382 millions de dollars par rapport au mois d'avril. Les réserves internationales nettes de l'Egypte ont atteint 48,526

milliards de dollars fin mai 2025, soit une hausse de 0,79% par rapport au mois précédent, selon les données de la Banque Centrale Egyptienne (BCE) diffusé mercredi 4 juin. Ceci correspond à une augmentation

de 382 millions de dollars par rapport au mois d'avril (48,144 milliards de dollars). Les réserves internationales nettes l'Egypte avaient dépassé pour la première fois la barre des 48 milliards de dollars en avril dernier, elles

couvrent désormais 6,1 mois d'importations, d'après un communiqué de la BCE publié le 6 mai. Les réserves internationales incluent notamment les avoirs en or et les devises étrangères.

BANQUE CENTRALE DU QATAR

Les réserves de change augmentent de 3,60 % fin mai

Les réserves internationales et les liquidités en devises de la Banque centrale du Qatar (QCB) ont enregistré une hausse annuelle de 3,60 % à la fin du mois de mai, atteignant 258,135 milliards de QAR, contre 249,165 milliards de QAR à la même période de l'année précédente. Selon les données publiées ce vendredi par la QCB, les réserves internationales officielles ont progressé de 4,57 %, soit une hausse de 8,706 milliards de QAR,

pour atteindre 198,912 milliards de QAR fin mai 2025, comparativement à mai 2024. En revanche, les avoirs en obligations et bons du Trésor étrangers ont connu une baisse d'environ 6,044 milliards de QAR, s'établissant à 132,904 milliards de QAR au terme du mois de mai. Les réserves officielles de la QCB comprennent principalement les obligations et bons du Trésor étrangers, les liquidités déposées dans les banques étrangères, les avoirs en or,

les dépôts en droits de tirage spéciaux (DTS) et la part du Qatar au Fonds monétaire international (FMI). À ces composantes s'ajoutent d'autres actifs liquides, à savoir les dépôts en devises, qui forment ensemble les réserves internationales totales. Dans ce contexte, les avoirs en or ont enregistré une nette augmentation d'environ 16,012 milliards de QAR, atteignant 44,339 milliards de QAR à la fin mai 2025, contre 28,327 milliards de QAR un an auparavant.

Le solde des dépôts en DTS liés à la quote-part du Qatar au FMI a également progressé de 67 millions de QAR, atteignant 5,320 milliards de QAR fin mai. En parallèle, les soldes déposés auprès des banques étrangères ont reculé d'environ 1,328 milliard de QAR, pour s'établir à 16,416 milliards de QAR fin mai, en comparaison avec la même période de 2024.

INVESTISSEMENT

Tunisie met en valeur son potentiel économique lors des Rencontres Africa à Lyon

La Tunisie a marqué une présence remarquée à la 13^e édition des Rencontres Africa, qui s'est tenue les 5 et 6 juin 2025 à l'Hôtel de Région de Lyon, en parallèle de l'Assemblée Générale de l'Association internationale des Régions francophones (AIRF). Une importante délégation tunisienne, conduite par des représentants institutionnels et économiques de haut niveau, a pris part à ces rencontres d'envergure. Le Gouverneur de Tunis, M. Imed Boukhris, et M. Mourad Belhassen, Ambassadeur Directeur général chargé de la Diplomatie économique et culturelle, ont assuré une représentation diplomatique officielle, témoignant de l'engagement de l'État tunisien dans la coopération francophone et le rayonnement de

l'économie nationale à l'international. Coorganisé par le Consulat général de Tunisie à Lyon, la FIPA, la Tunisian Foreign Bank (TFBank) et la Chambre de Commerce France-Tunisie (CCFT – AURA), le pavillon tunisien a offert une vitrine dynamique des opportunités d'investissement dans le pays. Il a accueilli des personnalités de premier plan, parmi lesquelles M. Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué français chargé de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de l'OIF, M. Laurent Wauquiez, président de l'AIRF, ainsi que M. Philippe Meunier, vice-président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Parmi les temps forts de cette participation, une table ronde intitulée « La Tunisie

: destination de choix pour la sous-traitance en Afrique » a permis de mettre en avant les atouts du pays dans ce secteur stratégique. Modérée par M. Nabil Abid, CEO de ABN Engineering & Consulting, elle a réuni des figures clés telles que M. Nader Bousrih, consul général de Tunisie à Lyon, M. Tarak Chérif, fondateur et président d'honneur de CONECT International, M. Mondher Ghazali, directeur général de la TFBank, et M. Tarak Hosni, représentant de FIPA à Paris. Les débats ont porté sur l'attractivité de la Tunisie pour les entreprises européennes, la qualité des infrastructures, la compétitivité des ressources humaines et les incitations fiscales. L'engouement suscité par cette rencontre témoigne

d'un intérêt renouvelé pour la Tunisie en tant que plateforme de sous-traitance et de co-développement économique dans l'espace francophone. La participation tunisienne a également été saluée pour sa coordination exemplaire entre institutions publiques et acteurs privés. Les organisateurs ont exprimé leur gratitude envers les partenaires mobilisés, notamment la TFBank et la FIPA, qui ont contribué financièrement et stratégiquement à la réussite de cet événement. Au-delà de la visibilité institutionnelle, ces rencontres ont permis de nouer de nombreux contacts d'affaires et de réaffirmer la place centrale de la Tunisie dans la dynamique de coopération euro-africaine.

POUR FINANCER SES INFRASTRUCTURES

L'Afrique dispose de 4000 milliards \$ de capitaux mobilisables

En Afrique, la capacité à orienter efficacement les ressources financières disponibles vers les bons projets est le véritable obstacle au financement des infrastructures, indique Africa Finance Corporation.

Selon le rapport 2025 sur l'état des infrastructures en Afrique (SAI 2025), publié le jeudi 5 juin 2025 par Africa Finance Corporation (AFC), l'Afrique dispose de plus de 4000 milliards \$ de capitaux nationaux investissables. Ces fonds sont principalement constitués d'actifs détenus par des institutions financières africaines : fonds de pension, compagnies d'assurances, fonds souverains, banques de développement, banques commerciales et réserves de devises. Pourtant, une part importante de ces ressources est investie dans des placements à court terme et à faible rendement, souvent en dehors du continent. L'AFC souligne que le vrai problème ne réside pas dans la disponibilité des capitaux pour financer les infrastructures en Afrique, mais dans les mécanismes permettant de les canaliser vers les bons projets. Sur les 4000 milliards \$ identifiés, environ 1600 milliards \$ sont localisés dans le secteur non bancaire. Les fonds de pen-

sion et retraite représentent plus de 455 milliards \$, les compagnies d'assurance environ 320 milliards \$, les banques publiques de développement 250 milliards, les fonds souverains 150 milliards. Les réserves de change des pays africains atteignent quant à elles 473 milliards \$. Le secteur bancaire africain dispose d'environ 2500 milliards \$ d'actifs, en grande partie sous-exploités et qui peuvent être mobilisés pour financer des projets d'infrastructures et industriels de grande envergure, essentiels à la transformation structurelle de l'Afrique. Mais, ce secteur est souvent fragmenté. Son renforcement, à travers des réformes, permettrait d'orienter plus de capitaux vers des projets structurants.

Le potentiel sous-utilisé des investisseurs institutionnels

Les investisseurs institutionnels africains, comme les fonds de pension et les compagnies d'assurance, gèrent ensemble

près de 777 milliards \$ d'actifs. Ce sont des sources de financement dites patientes, idéales pour soutenir des projets de longue durée comme les infrastructures routières, énergétiques ou numériques. Cependant, une faible part de ces ressources est investie dans l'économie réelle, en raison de réglementations restrictives, du manque d'instruments financiers adaptés ou encore d'une perception de risque élevée. De leur côté, les banques publiques de développement et les fonds souverains, qui gèrent environ 400 milliards \$, sont souvent sous-utilisées à cause de mandats fragmentés et d'un faible alignement avec les plans de développement nationaux. Les transferts de fonds des diasporas africaines, qui ont dépassé 95 milliards \$ en 2024, représentent aussi une source de capitaux d'investissement sous-exploitée pour le financement du développement.

SIERRA LEONE

La 5G s'annonce avec l'appui de l'énergie solaire

Alors que la couverture haut débit reste faible en Sierra Leone, un opérateur télécom local s'appuie sur l'énergie solaire pour déployer le premier réseau 5G du pays. Une stratégie qui allie inclusion numérique et transition énergétique. Le fournisseur d'accès internet Zoodlabs a annoncé le mercredi 4 juin à Freetown le déploiement d'un réseau mobile alimenté par énergie renouvelable pour fournir les premières connexions 5G en Sierra Leone. Le projet a été présenté lors du Digital Government Summit, en présence de plusieurs acteurs du numérique et de l'énergie. La première phase sera soutenue par CrossBoundary Energy, qui fournira des systèmes hybrides combinant solaire photovoltaïque, batteries et générateurs, pour garantir un taux de disponibilité de 99,9%. La société finance aussi cinq pylônes pour accélérer le déploiement du réseau, qui permettra notamment d'améliorer la connectivité dans la capitale Freetown.

ÉTHIOPIE

La récolte de café attendue en hausse de 9 % en 2025/2026

Premier producteur africain de café, l'Éthiopie consolide sa position. Dans le pays, les efforts déployés par le gouvernement depuis 2021 pour doper les récoltes à travers la réhabilitation des plantations vieillissantes commencent à porter leurs fruits. En Éthiopie, la production de café est attendue à 11,56 millions de sacs, soit 694 000 tonnes (1 sac = 60 kg). C'est ce que révèlent les dernières projections formulées par le Département américain de l'agriculture

(USDA) dans son rapport sur le marché éthiopien du café, publié le mardi 3 juin. Cette prévision, si elle se réalise, marquerait une croissance de 9 % par rapport à la campagne précédente (638 000 tonnes) et permettrait en outre à la filière éthiopienne d'établir un nouveau record de production. D'après l'USDA, cette perspective de croissance repose principalement sur l'entrée en production de nouvelles plantations et de vieilles plantations qui ont été rajeunies, ce qui laisse entrevoir

une augmentation de 4 % de la superficie de récolte, estimée à 790 000 hectares. « Plus de 450 000 hectares de terres ont été régénérés et replantés avec des variétés de café améliorées et à haut rendement au cours des quatre dernières années. Pour lutter contre la baisse de productivité des arbres âgés, les caféiculteurs ont adopté une pratique durable appelée [stumping], qui consiste à tailler drastiquement les arbres pour stimuler une nouvelle croissance vigoureuse. Ces caféiers

rajeunis et les nouvelles variétés améliorées ont commencé à porter leurs fruits durant la campagne 2024/2025, contribuant à l'amélioration des rendements et de la qualité des grains », souligne le rapport. Dans ce contexte, l'USDA table également sur une hausse de 4,7 % du rendement à 0,88 tonne par hectare en 2025/2026. Par ailleurs, avec la production record attendue en 2025/2026, la filière éthiopienne devrait afficher un taux de croissance moyen de production de 2,83 %

par an sur les 3 dernières années. Le pays des Négus devrait poursuivre sur cette dynamique au cours des années à venir s'il espère honorer les engagements pris lors du 3ème sommet du G25 sur le café en Afrique, organisé à Dar es-Salaam du 21 au 22 février dernier. À l'issue de cet événement, tous les producteurs du continent se sont fixé pour objectif d'augmenter leur part de la production mondiale de café à 20 % d'ici 2030, contre 11 % actuellement.

GHANA

2 milliards \$ d'investissement pour soutenir la production de brut

Le Ghana voit ses principaux gisements arriver à maturité, ce qui affecte la production d'hydrocarbures. Le gouvernement cherche à prolonger leur rentabilité. Les compagnies Tullow Oil et Kosmos Energy devraient réaliser un investissement direct de l'ordre de 2 milliards de dollars pour forer jusqu'à 20 nouveaux puits avec pour objectif de maintenir puis accroître la production de brut du Ghana. Selon des informations publiées mercredi 4 juin par la presse locale, cet investissement devrait être réalisé dans le cadre d'un accord signé avec la GNPC pour prolonger jusqu'en 2040 les licences des champs offshore Jubilee et TEN.

La décision arrive dans un contexte de déclin naturel des réserves de brut du pays. Selon les données publiées par le Public Interest and Accountability Committee (PIAC), l'organisme de surveillance du secteur pétrolier et gazier au Ghana, le pays a produit 48,2 millions de barils de pétrole en 2023, contre 51,7 millions de barils en 2022. Les opérateurs ciblent, à travers l'extension de la durée des permis, une augmentation des réserves prouvées et probables de brut du pays, actuellement évaluées à 0,66 milliard de barils, selon les chiffres de Statista. Ces ressources ont une viabilité économique estimée à une vingtaine d'années, en l'absence de nouvelles découvertes.

« Cette prolongation et la stabilité fiscale de nos contrats soulignent l'opportunité que représente le Ghana pour créer de la valeur ajoutée grâce à l'augmentation de la production et des réserves, offrant ainsi une plus grande flexibilité et une plus grande importance à long terme à ces actifs essentiels », a déclaré Richard Miller, directeur général par intérim de Tullow. L'entreprise et ses partenaires dont PetroSA et Explorco, visent également une montée en puissance de la production de gaz naturel, avec un objectif de 130 millions de pieds cubes par jour. Le mémorandum d'accord inclut d'ailleurs un mécanisme de remboursement destiné à compenser les ventes de gaz aux producteurs, et une réduction

du prix du gaz associé afin de limiter les charges pesant sur les consommateurs domestiques. Si ce développement vise, dans l'ensemble, à renforcer la viabilité économique des actifs concernés, essentiels dans la consommation énergétique du Ghana et qui ont généré 1,3 milliard de dollars de recette en 2024, en légère hausse en glissement annuel, il marque un redémarrage attendu, dans un pays qui n'avait plus attiré d'investissements significatifs dans le secteur pétrolier depuis 2018. Les opérateurs devront désormais soumettre un plan de développement mis à jour, dont l'approbation par le Parlement est requise.

GUETTANT LES NÉGOCIATIONS ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS

Les Bourses asiatiques grimpent

Les Bourses asiatiques ont grimpé de concert lundi, dans le sillage de Wall Street et de chiffres rassurants sur l'emploi américain, tout en étant soulagées par la reprise à Londres des négociations commerciales entre la Chine et les États-Unis.

À la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en hausse de 0,91% à 38.088,57 points, et l'indice élargi Topix de 0,58% à 2.785,41 points. La Bourse de Séoul a gagné 1,55%, Taipei 0,60%. L'indice hongkongais Hang Seng s'adjudgeait 1,20%, l'indice composite de Shenzhen progressait de 0,86%, celui de Shanghai de 0,37%. Les marchés asiatiques ont emboîté le pas à Wall Street: la place new-yorkaise a terminé vendredi en nette hausse, poussée par le dernier rapport sur l'emploi aux États-Unis. Il contenait des chiffres meilleurs qu'attendu qui ont allégé les inquiétudes quant à un possible ralentissement de la première économie mondiale. Mais le regain d'enthousiasme des investisseurs s'expliquait également par la reprise de discussions commerciales entre Chine et États-Unis à partir de lundi à Londres. Il s'agira de la deuxième rencontre entre représentants chinois et américains de haut niveau depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

«Désescalade» mais des marchés toujours «instables»

La première, organisée mi-mai à Genève en Suisse, avait permis de mettre fin provisoirement au bras de fer com-

mercial engagé entre les deux puissances, mais Donald Trump avait ensuite accusé Pékin de ne pas respecter les termes de l'accord. Les pourparlers à Londres «devraient se concentrer sur les exportations de terres rares» soumises à des limitations par la Chine, «ainsi que sur divers contrôles et restrictions, notamment sur les semi-conducteurs imposées par Washington», estime Michael Wan, de la banque MUFG. Des informations de presse faisant état de l'octroi par Pékin de plusieurs permis d'exportation de terres rares «laisse entrevoir une certaine désescalade avant les négociations commerciales», souligne-t-il. Pour autant, alors que des indicateurs américains clés sur l'inflation et des émissions d'obligations américaines sous haute tension sont attendus plus tard dans la semaine, «il faut s'attendre à ce que les marchés demeurent instables», prévient Kosuke Oka, analyste de Monex Securities.

Le dollar reprend son souffle, le pétrole trébuche

La monnaie américaine avait été fortement revigorée vendredi par les chiffres sur l'emploi aux États-Unis qui pourraient retarder l'arrivée de la prochaine

baisse des taux de la banque centrale américaine (Fed). Mais l'élan s'est essoufflé, et les cambistes renouaient lundi avec la prudence dans les échanges asiatiques: vers 06H30 GMT, le billet vert reculait de 0,40% face à la devise japonaise à 144,26 yens pour un dollar. Le yen lui-même se voyait renforcé par les spéculations sur un possible nouveau relèvement des taux de la Banque du Japon (BoJ) dès juillet, selon l'évolution des taux obligataires et des discussions commerciales en cours entre Tokyo et Washington, selon les experts.

L'or, valeur refuge face aux incertitudes, perdait sa brillance face au regain d'optimisme sur l'évolution du conflit commerciale sino-américain. Le métal jaune a nettement reculé en début d'échanges asiatiques, avant d'effacer progressivement ses pertes. Il regagnait 0,24% à 3.318 dollars l'once vers 06H30 GMT. De son côté, le marché pétrolier trébuchait après avoir fortement grimpé vendredi dans le sillage de l'emploi américain. Vers 06H30 GMT, le baril de WTI américain cédait 0,14% à 64,49 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,20% à 66,34 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 09 Juin 2025 Valeur : 11 Juin 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		131.3449	131.3599
1	EUR	EURO		149.7332	149.7897
1	GBP	POUND STERLING		178.1189	178.2118
100	JPY	JAPANESE YEN		91.1168	91.1462
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2842	18.2868
1	CHF	SWISS FRANC		160.1572	160.2536
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.9703	96.0023
1	DKK	DANISH KRONE		20.1061	20.1105
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6583	13.6722
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0314	13.0373
1	AED	UAE DIRHAM		35.7586	35.7675
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.0188	35.0246
1	KWD	KUWAITI DINAR		428.5315	428.7203
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0668	44.5097
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3399	14.3415
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.0620	24.1853
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2895	3.2997
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.7803	178.7803

BOURSE DE PARIS

En légère baisse

La Bourse de Paris évolue en légère baisse lundi, prudente en attendant de savoir où mèneront les nouvelles discussions entre les Américains et les Chinois, qui se rencontrent à Londres dans l'objectif de prolonger la trêve dans leur guerre commerciale. L'indice vedette CAC 40 perdait 0,11%, à 7.796,26 points, vers 10H15. Vendredi, le CAC 40 avait gagné 14,60 points (+0,19%) pour s'établir à 7.804,87 points à la clôture. "Les points forts de cette semaine seront l'inflation américaine mercredi, après la reprise des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine lundi à Londres", a résumé Jim

Reid, économiste de Deutsche Bank. Les économistes de la banque allemande "s'attendent à ce que les droits de douane commencent à avoir un impact sur les prix des biens de base, en particulier dans des catégories telles que l'ameublement et les fournitures pour la maison", a-t-il précisé. Les droits de douane, outil phare de l'administration Trump dans sa guerre commerciale avec la Chine, resteront sur le devant de la scène lundi, à l'ouverture de nouvelles discussions sur le sujet qui oppose les deux premières puissances économiques du globe depuis le retour de Donald Trump à la

présidence des Etats-Unis. Une deuxième rencontre entre représentants chinois et américains de haut niveau doit se tenir à Londres à partir de lundi. L'objectif est de prolonger la trêve commerciale observée par les deux pays et peut-être de trouver un accord durable sur les surtaxes douanières qu'ils s'imposent. La première rencontre, organisée mi-mai à Genève, en Suisse, avait permis de mettre fin provisoirement au bras de fer commercial engagé entre les deux pays, mais Donald Trump avait ensuite accusé Pékin de ne pas respecter les termes de l'accord. Les pourparlers à Londres "de-

vraient se concentrer sur les exportations de terres rares" soumises à des limitations par la Chine, "ainsi que sur divers contrôles et restrictions, notamment sur les semi-conducteurs imposées par Washington", a estimé Michael Wan, analyste de la banque MUFG. Des informations de presse faisant état de l'octroi par Pékin de plusieurs permis d'exportation de terres rares "laisse entrevoir une certaine désescalade avant les négociations commerciales", a-t-il souligné.

Renault envisage de produire des drones en Ukraine

Le constructeur automobile

français Renault (+1,05% à 43,45 euros) a indiqué dimanche qu'il avait été contacté par le ministère de la Défense pour s'implanter en Ukraine afin d'y produire des drones destinés aux armées ukrainienne et française, mais le groupe a assuré qu'il n'avait pris "aucune décision".

L'Oréal majoritaire dans Medik8

Le géant français de la beauté L'Oréal (-0,24% à 380,45 euros) a annoncé lundi qu'il allait prendre une participation majoritaire dans la marque britannique de soins de la peau Medik8, pour un montant non précisé.

SCIENCE, TECHNOLOGIE, DÉFENSE...

Le Royaume Uni va investir 86 milliards de livres d’ici 2030

Les priorités budgétaires du Royaume-Uni vont concerner les secteurs de la technologie, des sciences et de la défense.

Malgré un contexte de finances publiques serrées, le gouvernement britannique a annoncé dimanche que 86 milliards de livres (102 milliards d'euros) seraient investis d'ici 2030 dans les sciences et technologies ou encore la défense. Londres doit dévoiler mercredi 11 juin ses choix budgétaires pour les prochaines années. Si la ministre travailliste des Finances, Rachel Reeves, a annoncé ces derniers mois des coupes franches dans les budgets publics pour équilibrer les dépenses courantes, elle a aussi autorisé davantage d'emprunts pour les investissements – débloquant au total 113 milliards de livres d'ici la fin de la décennie. L'exécutif compte investir "dans les priorités de la population: la santé, la

sécurité et l'économie", a indiqué le gouvernement dans un communiqué. "Les 86 milliards de livres permettront de "dynamiser nos secteurs à la croissance la plus rapide, de la technologie et sciences de la vie aux industries de pointe et à la défense", précise-t-il. La ministre devrait également annoncer mercredi une augmentation budgétaire allant jusqu'à 30 milliards de livres (36 milliards d'euros) étalée sur trois ans pour le service public de santé NHS en crise, selon le journal The Times.

Décisions nécessaires mais critiquées

Après un passage en revue détaillé des dépenses du gouvernement depuis plusieurs mois, la présentation des plans d'investissement et des orientations de Rachel Reeves est très attendue.

Il semble acquis que la défense, comme la santé, verra son budget augmenter, mais d'autres ministères devront se serrer la ceinture, au-delà de coupes déjà annoncées en mars - notamment dans les aides pour les personnes handicapées ou les coûts de fonctionnement de l'administration. Ces décisions ont été vivement critiquées, et des milliers de personnes se sont réunies samedi dans le centre de Londres pour protester contre ces arbitrages, brandissant des pancartes "Taxons les riches, arrêtons les coupes". Le plan d'investissement du gouvernement doit notamment permettre le développement de "pôles d'innovation" à travers le pays, et donnera latitude aux dirigeants de collectivités locales pour décider comment cibler les financements.

MEXIQUE

Claudia Sheinbaum demande à Washington de ne pas traiter les migrants comme des «criminels»

La présidente du Mexique Claudia Sheinbaum a appelé dimanche les Etats-Unis à ne pas traiter les migrants comme des criminels après les raids à Los Angeles au cours desquels, a-t-elle confirmé, 35 Mexicains ont été arrêtés. "Les Mexicains qui vivent aux Etats-Unis sont (...) des hommes et des femmes honnêtes qui sont allés chercher une vie meilleure et subvenir aux besoins de leur famille. Ce ne sont pas des criminels", a-t-elle déclaré lors d'un discours public. Le travail des migrants "soutient également l'économie des Etats-Unis", a-t-elle insisté. Des militaires américains ont commencé à arriver dimanche à Los Angeles sur ordre de Donald Trump, après deux jours de manifestations parfois violentes contre sa politique migratoire. "Nous ne sommes pas d'accord avec cette façon de traiter le phénomène migratoire, qui ne passe pas par des raids ou de la violence", a-t-elle déclaré, appelant au respect des droits des migrants. Mme Sheinbaum a précisé que la diplomatie mexicaine était en contact avec les 35 Mexicains détenus aux Etats-Unis.

BLANCHIMENT D'ARGENT ÉTÉ FINANCEMENT DU TERRORISME

Monaco va être placée sur la liste noire de la commission européenne

La principauté de Monaco est épinglée par la Commission européenne pour son incapacité à lutter efficacement contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le Rocher devient un pays à "haut risque". Selon une information du média d'investigation La Lettre, la Commission européenne a lancé la procédure pour inscrire Monaco sur la liste des "juridictions de pays tiers à haut risque", en raison des résultats insuffisants de ses dispositifs face à la lutte contre le

blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. La décision d'inscrire Monaco sur cette "liste noire" – dans laquelle figurent également le Panama, la Corée du Nord ou encore l'Afghanistan – doit toutefois être approuvée par le Parlement européen. La principauté avait déjà fait l'objet d'une inscription sur la "liste grise" du Groupe d'action financière il y a un an, entraînant une "surveillance renforcée". Cette mesure expose Monaco à des contrôles renforcés des places financières, mais aussi des mar-

chands d'art, des commissaires-priseurs. Quant aux établissements financiers internationaux, ils doivent mettre en place des mesures de surveillance complémentaires. L'inefficacité de Monaco dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le terrorisme est pointée du doigt, malgré la récente refonte de la législation et de la réglementation monégasque en la matière, qui a adopté en décembre 2022 cinq lois visant à "mettre en cohérence le dispositif procédural pénal aux exigences internationales", in-

dique le gouvernement sur son site. L'Autorité monégasque de sécurité financière (AMSF) a été mise sur pied en septembre 2023, pour renforcer les moyens: elle assure des missions de renseignement financier, de supervision et de sanction. Son actuel directeur, l'ancien patron du service de renseignement économique français Tracfin Bruno Dalles, a pris ses fonctions en mars 2025, remplaçant sa prédécesseure Sophie Thevenoux à peine un an après sa prise de fonction.

DES DROITS DE DOUANES INJUSTIFIÉS

L’Australie veut réduire sa dépendance économique vis-à-vis des Etats Unis

L'Australie cherche à nouer des partenariats commerciaux avec d'autres pays que les États-Unis, afin de réduire sa dépendance économique. Ne plus subir. L'Australie souhaite diversifier ses partenariats commerciaux avec d'autres pays et ainsi réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis, a indiqué dimanche le ministre australien du Commerce Don Farrell, fus-

tigeant des droits de douane américains "injustifiés". "J'espère que les pays qui croient au commerce libre et équitable s'accorderont pour étendre les accords de libre-échange à travers le monde, afin que, peu importe ce que les Américains choisissent de faire, nous ayons une plus grande diversité de partenaires commerciaux", a déclaré Don Farrell sur la chaîne Sky News.

Les États-Unis ont imposé des droits de douane de base de 10% sur toutes les importations en provenance d'Australie plus tôt dans l'année, et plus récemment des droits de douane de 50% sur l'acier et l'aluminium, dont l'Australie est un important producteur. Don Farrell a indiqué avoir protesté contre ces surtaxes la semaine dernière auprès de son homologue américain Jamieson Greer.

"La position que j'ai exposée à Jamieson Greer est que les droits de douane imposés par les États-Unis à l'Australie sont injustifiés", a-t-il déclaré. "Nous voulons que tous les droits de douane soient supprimés, et pas seulement certains d'entre eux", a-t-il ajouté. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont estimés à 100 milliards de dollars australiens (près de 57 milliards d'euros) par an, la ba-

lance commerciale penchant plus en faveur de Washington, selon le ministre australien. Le Premier ministre australien de gauche Anthony Albanese avait indiqué après sa reconduction début mai avoir eu une conversation "chaleureuse" avec Donald Trump. Mais il a en partie remporté les élections législatives en raison de la méfiance des électeurs australiens à l'égard du président américain.

ETATS UNIS

Le chômage est restée stable en mai 2025 à 4,2%

Toujours proches du plein emploi, les États-Unis affichaient un taux de chômage de 4,2% au mois de mai. Les États-Unis sont restés proches du plein-emploi en mai, avec un taux de chômage à 4,2%, même si le marché du travail s'est montré un peu moins vigoureux, selon des données officielles publiées vendredi. La première économie mondiale a créé 139.000 emplois le mois dernier, moins qu'en avril (147.000, chiffre nettement révisé à la baisse), mais plus que ce qui était envisagé par

les acteurs de la finance (autour de 125.000, selon le consensus publié par MarketWatch). "L'emploi a continué à progresser dans les domaines de la santé, des loisirs et de l'hôtellerie-restauration, ainsi que dans les services sociaux. L'Etat fédéral a continué à perdre des emplois", a rapporté le ministère du Travail. Depuis son retour au pouvoir en janvier, le président Donald Trump s'emploie à réduire la taille de l'administration. Celle-ci compte 22.000 emplois en moins en mai, et 59.000 depuis jan-

vier, sur une masse salariale de près de 3 millions incluant les services postaux.

Droits de douane

Les analystes s'attendent à voir le marché du travail continuer à ralentir avec les nouveaux droits de douane de l'exécutif américain, qui déstabilisent des pans de l'économie. "Nous n'avons pas encore vu tout l'impact des droits de douane. Et nous ne le verrons probablement

pas avant plusieurs mois", a déclaré à l'AFP, avant la publication, Dan North, économiste chez Allianz Trade North America. Il estime que l'effet est d'autant moins linéaire que la politique douanière est "erratique". Mercredi, un essoufflement des créations d'emploi dans le secteur privé, rapporté par l'indicateur ADP, avait fait sortir de ses gonds Donald Trump, qui avait une nouvelle fois appelé la Réserve fédérale (Fed) à baisser les taux d'intérêt "maintenant" pour donner un coup de fouet à l'économie.

EN RACHETANT BRIUM AMD dope ses capacités logicielles IA

Face à Nvidia et ses chaînes d'outils optimisées pour Cuda de Nvidia. AMD ne désarme pas et met la main sur la start-up Brium pour renforcer les capacités logicielles de traitement des charges de travail IA et d'inférence par ses GPU.

Cela fait de longs mois que les fabricants de puces se bousculent pour acquérir des capacités logicielles avancées afin de remporter la guerre des accélérateurs IA. Un terrain sur lequel Nvidia a pris une longueur d'avance depuis 2007 avec Cuda, un kit de développement pour aider les développeurs à porter leurs applications sur ses GPU pour accélérer certains traitements (compression, finance, simulation de fluides, modélisation du climat, cassage de codes ou encore calculs de structures). Mais AMD est loin dans ce domaine de faire de la figuration : après Silo AI, Mipsology ou encore Nod.ai, c'est au tour de la start-up Brium de rentrer dans son escarcelle. Avec un but recherché : tenter de contester la domination de Nvidia dans le domaine des logiciels d'IA et de renforcer la prise en charge des charges de travail d'apprentissage automatique sur le matériel AMD. « Brium apporte des capacités logicielles avancées qui renforcent notre capacité à fournir des solutions d'IA hautement optimisées sur l'ensemble de la pile », a déclaré AMD dans un communiqué. « Leur travail dans la technologie des compilateurs, les cadres d'exécution de modèles et l'optimisation de l'inférence de l'IA de bout en bout jouera un rôle clé dans l'amélioration de l'efficacité et de la flexibilité de notre plateforme d'IA. » L'équipe Brium contribuera immédiatement à des projets tels que OpenAI Triton, Wave DSL et Shark/Iree afin d'améliorer l'exécution des modèles d'IA sur les GPU Instinct d'AMD a ajouté l'entreprise. Cela inclut la prise en charge de nouveaux formats de précision, tels que MX FP4 et FP6, conçus pour améliorer les performances et l'efficacité des charges de travail émergentes en matière d'entraînement et d'inférence. Cet accord est le dernier d'une série d'investissements ciblés par AMD, qui, selon l'entreprise, visent à renforcer le soutien à l'écosystème des logiciels open-source et à améliorer les performances de son matériel. Les acquisitions précédentes comprennent Silo AI, Nod.ai et Mipsology.

Cibler la dépendance à l'égard de Cuda

Ce rachat marque un mouvement calculé

visant à réduire la dépendance à l'égard de la pile logicielle d'IA étroitement intégrée de Nvidia. Selon Greyhound Research, près de 67 % des DSI du monde entier considèrent que la maturité des logiciels, en particulier dans le domaine des intergiciels et de l'optimisation des temps d'exécution, est le principal obstacle à l'adoption de solutions alternatives à Nvidia. L'approche de l'inférence de l'IA de Brium, basée sur un compilateur, pourrait atténuer cette dépendance. Si Nvidia reste en tête des développeurs, la pile open source en expansion d'AMD, désormais soutenue par Brium, vise à améliorer les performances et la portabilité dans un plus grand nombre d'environnements d'IA. « Brium comble l'une des lacunes les plus persistantes dans le déploiement de l'IA en entreprise : la dépendance à l'égard des chaînes d'outils optimisées par Cuda », indique Sanchit Vir Gogia, analyste en chef et CEO de Greyhound Research. « En se concentrant sur l'optimisation de l'inférence et la compatibilité matérielle, Brium permet aux modèles pré-entraînés de s'exécuter sur une plus large gamme d'accélérateurs avec des compromis de performance minimaux. » Bien que cela ne permette pas d'égaliser immédiatement les règles du jeu, cela donne à AMD un point d'appui plus solide pour construire une alternative cohérente et ouverte à la pile étroitement intégrée de Nvidia.

Un impact sur l'outillage IA des entreprises

L'acquisition signe également un changement dans la stratégie d'AMD, qui passe d'une focalisation sur le matériel à une poussée plus large en faveur de la compétitivité des plateformes d'IA complètes. « Cette vague d'acquisitions axées sur les logiciels montre qu'AMD est prêt à rivaliser dans le domaine le plus décisif de l'IA d'entreprise : la confiance », a déclaré M. Gogia. « Le travail de compilateur de Nod.ai, le pont FPGA de Mipsology, les capacités MLOps de Silo AI, et maintenant l'optimisation du temps d'exécution de Brium représentent un effort délibéré pour servir chaque phase du cycle de vie du modèle d'IA. » Les entreprises qui cher-

chent à migrer les charges de travail d'IA du matériel Nvidia au matériel AMD sont confrontées à trois obstacles majeurs. « Premièrement, l'incompatibilité logicielle est un obstacle majeur car de nombreux modèles et pipelines d'IA sont optimisés par Cuda pour Nvidia et ne fonctionnent pas nativement sur le matériel AMD, ce qui nécessite une conversion complexe avec des frameworks », a déclaré Manish Rawat, analyste des semi-conducteurs chez TechInsights. « Deuxièmement, l'obtention de performances comparables sur les GPU AMD exige une expertise approfondie en matière de gestion de la mémoire spécifique à AMD, de réglage du noyau et d'optimisation du temps d'exécution. Troisièmement, l'écosystème est centré sur Nvidia, et de nombreux outils et bibliothèques ne prennent pas en charge AMD, ce qui complique l'adoption. » La technologie de Brium peut relever ces défis en rationalisant la conteneurisation, le déploiement de modèles et l'orchestration d'inférences sur les plateformes AMD. En faisant abstraction des complexités de déploiement et en optimisant les performances d'exécution, elle abaisse la barrière à l'adoption des GPU AMD par les entreprises. Cependant, les analystes notent que le succès dépendra de la manière dont Brium évoluera et s'intégrera à la pile logicielle ROCm et à l'écosystème de compilateurs existants d'AMD. « Combiné aux acquisitions précédentes, AMD est en train d'assembler une réponse complète à la domination de bout en bout de Nvidia », a fait savoir Abhivyakti Sengar, directeur de pratique chez Everest Group. « Si ces pièces s'assemblent efficacement, nous pourrions assister à un véritable changement dans les modèles d'adoption des entreprises au cours des 12 à 18 prochains mois, en particulier dans les secteurs sensibles aux coûts ou dans les efforts d'IA souveraine qui cherchent à diversifier la dépendance à l'égard du matériel. » Mais la clé sera l'expérience des développeurs, a ajouté M. Sengar. Si AMD ne parvient pas à rendre le déploiement transparent entre les cadres et les chaînes d'outils, la performance seule ne fera pas gagner les entreprises.

IBM Cloud n'en finit plus de tomber en panne

Après un week-end compliqué pour ses utilisateurs, le service de big blue a de nouveau connu des soucis. Cette fois, 54 services ont été touchés, y compris des composants critiques comme IBM Cloud lui-même, AI Assistant, Account Management, Activity Tracker Event Routing, Cloud Monitoring, Security and Compliance Center, et Watson Discovery. Une fois de plus, les utilisateurs d'IBM Cloud ont été bloqués, incapables de se connecter via la console, l'interface en ligne de commande ou l'API. L'incident a eu pour conséquence que les clients ont été incapables de gérer ou de provisionner des ressources cloud essentielles. En outre, l'incident a provoqué des échecs d'authentification IAM et a même perturbé l'accès au portail de support, rendant impossible l'ouverture ou le suivi de cas de support.

Adobe Photoshop disponible pour Android

Lancée sur iOS en février, l'application de retouche d'images est désormais disponible en version bêta sur Android. Les utilisateurs auront accès à la plupart des fonctionnalités de la version de bureau, mais les filtres sont notamment absents. Un certain nombre de fonctions d'intelligence artificielle qui facilitent la suppression d'objets indésirables d'une image ou la création de contenu à partir d'une invite textuelle sont de la partie. Pour utiliser l'application, l'utilisateur doit d'abord créer un compte Adobe et disposer d'un téléphone portable fonctionnant sous Android 11 ou une version ultérieure. L'application en version bêta est gratuite mais il faut s'attendre à ce que certaines fonctionnalités deviennent payantes lors de prochaines versions.

POUR CENTRALISER LES DONNÉES DANS VANTAGECLOUD

Teradata s'associe à Fivetran

Le connecteur de destination Teradata développé conjointement avec Fivetran permettra aux entreprises de déplacer automatiquement les données dans VantageCloud et de réduire ainsi les coûts d'infrastructure et de maintenance. Le partenariat conclu entre Teradata et Fivetran, le fournisseur de plateformes d'intégration de données basées sur le cloud, doit aider les entreprises clientes à transférer leurs données stockées sur plusieurs sites vers VantageCloud, sa plateforme d'analyse de données. Objectif : centraliser les données et les métadon-

nées pour les cas d'usage de l'analyse et de l'intelligence artificielle. Les clients pourront ainsi déplacer automatiquement leurs données dans VantageCloud à l'aide d'un connecteur de destination Teradata, sans avoir à gérer des pipelines ou une infrastructure supplémentaire. « Le connecteur a été développé et est maintenu par Teradata, et il fonctionne sur l'infrastructure entièrement gérée de Fivetran », peut-on lire dans un communiqué. « La capacité du connecteur à déplacer, intégrer et harmoniser automatiquement les données dans Vantage-

Cloud pourrait constituer un avantage majeur pour les entreprises, car il résout deux de leurs principaux défis : éliminer les processus d'extraction, de transformation et de chargement (extract, transform, load, ETL) et fournir une synchronisation des données en temps réel pour une prise de décision plus rapide », a estimé Devin Pratt, directeur de recherche chez IDC. « Cette automatisation permettra aux entreprises d'embarquer et de synchroniser des données provenant de sources multiples, y compris des sources de streaming, en quelques minutes,

sans codage personnalisé ni entretien permanent, ce qui se traduira par une réduction des coûts d'infrastructure et de maintenance tout en accélérant l'analyse en temps réel, l'apprentissage machine et les cas d'usage de l'IA », a-t-il ajouté. Selon Teradata, le connecteur peut accéder à plus de 700 sources de données, y compris des applications SaaS comme Salesforce, des bases de données comme MySQL, PostgreSQL et Oracle, des systèmes ERP comme SAP et NetSuite, des flux d'événements comme Apache Kafka et plusieurs types de fichiers,

y compris JSON et CSV. C'est le premier partenariat de Teradata visant à supprimer la gestion des pipelines ETL pour des sources multiples de données, même si le fournisseur a déjà conclu des partenariats avec des entreprises telles que Telefónica Tech, UiPath et dotData pour leurs capacités d'intégration d'analyses, d'automatisation des flux et d'intégration du Machine Learning automatisé (AutoML). Fivetran propose également des outils d'ingestion orientés batch, tels que QueryGrid et Parallel Transporter, ainsi que ses connecteurs VantageCloud natifs.

MAZDA CX-30 2.5 E-SKYACTIV G 140 BVA

Un “gros” moteur sans turbo, Mazda y croit et ça marche toujours

Sous une ligne élégante, comme souvent chez Mazda, ce CX-30 perpétue la tradition maison de ne pas faire comme tout le monde. Avec son gros 2.5 “atmo” de 140 ch agréable à l’usage, il ne fait toutefois pas de miracle côté sobriété.

Mazda, c’est une marque spéciale, dans un paysage automobile où l’originalité a de moins en moins sa place. Davantage pilotée par des ingénieurs passionnés que par de purs comptables, la marque japonaise a toujours suivi sa voie technologique propre. Avec des solutions inédites, voire à contre-courant, comme le moteur à pistons rotatifs, des cylindrées généreuses, comme ici ou des modes de combustion inusités ailleurs, à l’image du Skyactiv X et de son allumage par compression. Si l’amour de la technologie respire sur bon nombre de ses modèles, Mazda n’en oublie pas de dessiner des voitures élégantes, aux lignes tendues évoquant le dynamisme. Le style est, bien sûr, affaire de goût, mais rares sont ceux que les Mazda laissent indifférents – d’autant plus quand elles sont habillées de ce fameux rouge Soul Red Crystal, dont l’intensité et la profondeur sont uniques.

Chez Mazda, le style prime sur l’habitabilité

Ce Mazda CX-30 de 4,40 m, tout SUV soit-il, ne déroge donc pas à la règle d’un dessin soigné, avec un long capot précédant un habitacle reculé et culminant à seulement 1,54 m de haut. Un choix fort côté style, que ce crossover paie toutefois un peu au chapitre habitabilité. Car si les places avant proposent une position de conduite soignée, avec une assise pas trop haute, sur la banquette arrière, les grands pourront manquer de place pour loger leurs jambes, au point que des SUV concurrents 20 cm plus courts offrent autant d’espace au deuxième rang. Heureusement, le coffre affiche un volume suffisant de 330 dm³, vérifié avec nos valises rigides. Satisfaction également côté planche de bord, dessinée tout en courbes, habillée



de plastiques souples bicolores, avec, là encore, une spécificité : l’écran central n’est pas tactile, mais piloté par une grosse molette, comme chez BMW il y a quelques années. Un système finalement assez pratique, d’autant qu’il est complété par des commandes physiques pour beaucoup de fonctions. Et il est possible de couper, d’un seul appui sur une touche à gauche du volant, l’horripilante alerte de survitesse. Reste à faire de même pour l’alerte de sortie de file, surtout utile sur autoroute.

Un gros moteur atmo comme on en fait plus

Si Mazda vient d’ajouter l’assistant vocal Alexa ainsi qu’une connexion GPS afin de bénéficier d’une info-traffic mise à jour toutes les 30 secondes, la vraie nouveauté de ce CX-30 se loge sous le capot, avec le remplacement du 2.0 Skyactiv G 122 ch par un 2.5. Contrairement à tous les constructeurs privilégiant le “downsizing”, Mazda préfère le “rightsizing”, soit le choix de la juste cylindrée... en conservant un moteur atmosphérique. Cubant 2 488 cm³, ce quatre-cylindres essence délivre

donc 140 ch et 238 Nm de couple, soit 18 ch et 25 Nm de plus que le 2.0 remplacé. C’est à peu près les chiffres qu’annoncent les 3-cylindres 1.2 turbo de la concurrence, mais avec, bien sûr, une absence de temps de réponse liée à la suralimentation, donc une disponibilité dès le bas du compte-tours, laquelle doit idéalement s’adapter avec sa boîte auto.

À l’usage, ce gros 4-cylindres montre effectivement un joli coffre dès les plus bas régimes, lesquels sont utilisés le plus souvent par la transmission. Une unité maison à convertisseur de couple dotée de 6 rapports, mais dont le fonctionnement un peu à l’ancienne n’est pas idéal, tant pour l’agrément (rétrogradages tardifs) que pour la consommation, le convertisseur de couple restant ouvert assez longtemps jusqu’en 2e, occasionnant un patinage énergivore. Les performances de ce CX-30 se montrent toutefois appréciables, tant à l’accélération que pour doubler sur le réseau secondaire, avec seulement 5,8 s pour passer de 80 à 120 km/h.

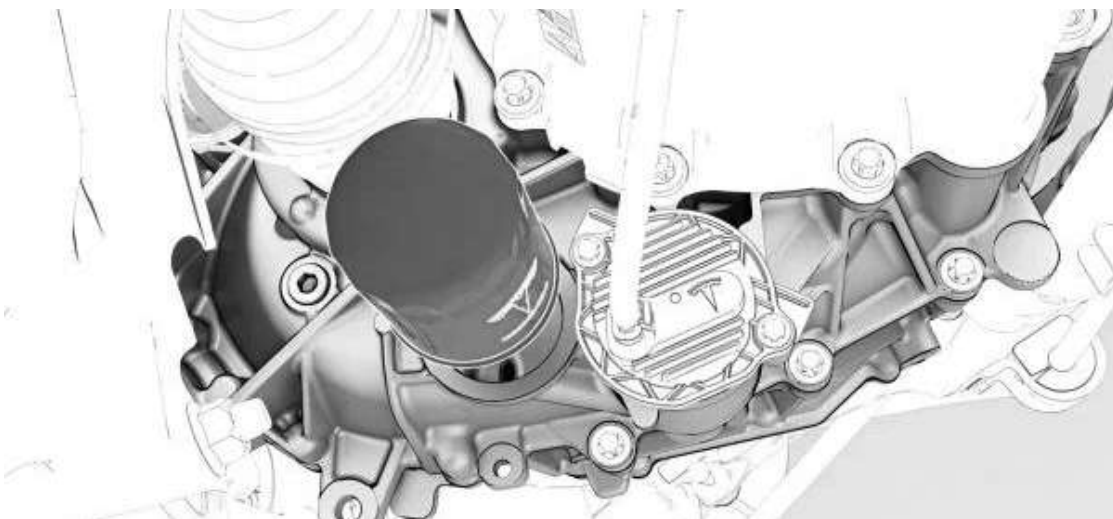
Si l’agrément est là, on attendait mieux des consommations. Malgré un start/stop par

alterno-démarrreur 48 V, ultra-rapide et dénué de vibrations, ajoutant sa force au 2.5 lors des relances, ainsi qu’une désactivation de deux cylindres à allure stabilisée sous 90 km/h (avec alors quelques vibrations), ce 2.5 avale 7,7 l/100 km en moyenne et près de 8 l sur autoroute. Soit deux à trois décilitres de plus que le moteur 2.0 Skyactiv X (186 ch) doté de la sophistiquée combustion par auto-allumage.

Mazda CX-30 : le positionnement idéal entre les SUV urbains et les SUV compacts

Aussi, on pourrait se dire qu’il aurait mieux valu pour les consommations que Mazda propose une version dégonflée du Skyactiv X. Mais ce dernier, extrêmement élaboré avec son injection très haute pression, ses multiples capteurs et son compresseur, coûte vraisemblablement plus cher à produire que ce nouveau 2.5, facturé 2 300 € de moins. Suffisamment performant et pas si glouton malgré sa grosse cylindrée, il se marie donc bien à ce crossover, dont le châssis, sans faire référence, se montre agréable à mener. Mais il mériterait de meilleurs pneumatiques que ces Toyo Proxes, tant pour l’efficacité en virage qu’au freinage, pour lequel il exige 71 m pour s’arrêter à 130 km/h – 5 à 8 m de plus que la majorité des SUV de la catégorie. Autre faiblesse, si ce CX-30 absorbe avec progressivité les grosses déformations, comme les ralentisseurs, les petits défauts du bitume remontent eux des trépidations de l’amortissement. Affiché à partir de 31 800 €, ce CX-30 2.5 e-Skyactiv se positionne, comme pour sa taille, entre les SUV urbains et les compacts. Mais il est plutôt bien équipé dès les premiers niveaux de finition et bénéficie d’une garantie 6 ans ou 150 000 km.

Pourquoi certaines Tesla auraient-elles un filtre à huile ?



Sur les forums comme dans les files d’attente des superchargeurs, la rumeur enfle : certaines Tesla auraient un “filtre à huile”. Si votre Model Y renferme bien un petit cylindre métallique rappelant les filtres de nos bonnes vieilles thermiques, c’est parce qu’un fluide crucial circule toujours dans ses entrailles : l’huile de transmission du réducteur. Sans elle, pas de puissance douce ni d’accélération fulgurantes. Explications, démontage des mythes et

conseils d’entretien.

D’où vient cette rumeur ?

Tout part d’un simple morceau de métal référencé 1618882-50-B et baptisé par certains sites “oil filter”. Repéré sur les éclatés de pièces et dans les kits d’entretien, l’élément a semé le doute : comment un véhicule 100% électrique pourrait-il encore avoir besoin d’un filtre à huile ? Le malentendu a enflé sur les réseaux avant que des médias spé-

cialisés ne rappellent que Tesla n’a pas subitement réinstallé un moteur thermique sous le capot. Le fameux filtre est, en réalité, dédié à la transmission électrique et non au “moteur”.

Pas de pistons, mais une transmission qui baigne dans l’huile

Pour transformer les 16 000 tr/min d’un moteur électrique en un couple utilisable par les roues, la Model Y s’appuie sur un réducteur

compact. Ses engrenages tournent vite et chauffent. Ils ont donc besoin d’être lubrifiés, refroidis, mais aussi protégés des micro-copeaux métalliques générés à chaque rotation. On parle d’une huile spécifique – parfois surnommée KAF1 ou EDF – qui reste en place plusieurs années, à condition d’être filtrée en continu. Sur une Model Y à transmission intégrale, chaque moteur dispose de sa propre boîte-pont : un filtre pour l’avant, un pour l’arrière. Les versions Propulsion, elles, n’en embarquent qu’un.

Pourquoi filtrer ce fluide est-il vital ?

À chaque lancement en mode “sportif”, les dents des pignons s’effleurent et relâchent des particules métalliques invisibles. Sans filtration, ces limailles recirculeraient, deviendraient abrasives et précipiteraient l’usure des roulements. Le filtre agit en garde-fou : il piège ces résidus et prolonge la vie du réducteur, dont le remplacement coûterait autrement bien plus cher qu’une vidange et un joint torique.

Faut-il vraiment l’entretenir, et quand ?

Surprise : le manuel utilisateur ne mentionne pas de périodicité pour l’huile de boîte et son filtre. Seuls

les documents internes destinés aux techniciens décrivent la procédure. La version 2025 du manuel d’entretien recommande simplement de remplacer le filtre à chaque ouverture du carter, ou si une fuite est détectée.

Une ironie mécanique très 2025

Ironique ? Un peu : tandis que Tesla a fait disparaître la jauge d’huile moteur de nos vies, elle nous rappelle qu’aucune machine ne tourne vraiment “à sec”. Même l’électrique la plus high-tech conserve un fluide à bichonner. La bonne nouvelle, c’est que l’intervention reste bien plus espacée que les vidanges d’une voiture thermique. Gardez simplement en tête que ce composant existe, qu’il protège un organe clé, et qu’un passage programmé chez un atelier formé Tesla tous les cinq ans n’a rien d’excessif pour qui veut dormir sur ses deux batteries.

En résumé

Non, votre Tesla Model Y ne regrette pas l’odeur du gazole. Oui, elle a bien un filtre “à huile”, mais il sert à choyer la transmission qui rend possible son couple instantané.

Mots fléchés

Groupes de personnes	Élude	Lisière		Bistrot		Cabaret (deux mots)	Pénétras		Cheveu	
Entretien	Pâtes	Vagabonder				Équipe anglaise	Instrument de musique			
									Affluent de la Dordogne	
Fleuve français				Qui réagit						
Mammifères				Comique français (1926-2009)						
amphibies					Ni dieux, ni maîtres					Dieu celtique
					Maison commune					
Contestée				Obscène						
Abject				Esprit						
		Canota				Bécots				
Choisi			Anéantis-		Pays d'Asie			Introduc-	Petit	
Tente			sement		Inconve-			tion d'un	équidé	
					nance			tube		
		Dirigeante israélienne (Golda)				Loupas				
						Microrégion corse				
Protège le doigt	Travaux forcés (initiales)			Ville croate			Écrivain (1804-1857)	Chiffre		Issu de
	Sport			Câble nautique						
		Pressant	Mises au point					Agréable		
Deux fois deux								Petit groupe instru-		
Chaste								mental		
		Château de la belle au bois dormant	Banquise						Élève d'une grande école française	Vaisseau
Reptile						Fût changée en génisse	Victoire de Napoléon			
Retirés							Rires sur la toile (initiales)			
			Convoitées	Fromage corse				Métal précieux		
								Cent mètres carrés		
Au dessus du panier				Cobalt				Adresse		
Expectative				Épreuves		Continent		Vif		
						Affole				
						Figure géométrique				
Policier	Teigne	Exclamation méridionale		Césium			Roi de tragédie			
				Ville suisse					Article	
									Beau perroquet	
Nickel		Allonge					Faisceau lumineux			Petit saint
Cité engloutie		Petit ruisseau					Argent			
	Magot					Parties de cheminées				
	Possédés			Couvrant de blancheur						

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a rappelé, ce lundi, dans un communiqué, à l'ensemble des souscripteurs au programme de vente par location (AADL 3) qui n'ont pas encore activé leurs comptes et téléchargé leurs dossiers, que la date limite pour accomplir cette démarche est fixée au jeudi 12 juin en cours. Le communiqué précise que ce délai s'inscrit dans le cadre de la période supplémentaire de vingt jours accordée aux souscripteurs à partir du 24 mai dernier, conformément aux instructions du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi. En conséquence, l'Agence invite les souscripteurs retardataires à se connecter sur la plateforme www.aadl.dz afin de finaliser les procédures requises avant l'expiration du délai imparti.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

14 morts
et 323 blessés
en 24 heures

Quatorze (14) personnes sont décédées et 323 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique lundi un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Tipaza, avec 2 morts, suite à une collision entre un véhicule léger et une motocyclette, et à Batna avec 2 morts et un blessé, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion semi-remorque, précise la même source. Par ailleurs, les équipes de secours de la Protection civile de la wilaya de Chlef sont intervenues pour l'évacuation de deux personnes décédées par intoxication au gaz de ville à l'intérieur du familial. Suite aux dernières intempéries, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Bouira ont repêché le corps sans vie d'un homme (46 ans), emporté par les eaux d'oued Oukhriss, dans la commune de Bordj Oukhris, ajoute le communiqué. Durant la même période, le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a effectué 225 interventions pour le sauvetage de 181 personnes, déplorant, néanmoins le décès par noyade d'un adolescent (16 ans) dans une zone rocheuse interdite à la baignade à Ain Temouchent, et d'un autre (13 ans), noyé dans une plan d'eau, dans la wilaya de Mila. En outre, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 22 incendies, ajoute la même source.

MONNAIE

Le dollar se dégrade
dans l'attente de
nouvelles
négociations sino-
américaines

Le dollar recule prudemment lundi, alors que Pékin et Washington doivent entamer une nouvelle série de négociations à Londres pour tenter d'endiguer leur guerre commerciale. Dans la matinée, le billet vert reculait de 0,32% face à l'euro, à 1,1434 dollar, et relâchait 0,34% par rapport à la livre, à 1,3574 dollar. La devise américaine relâche également ses gains engrangés vendredi après la publication du rapport sur l'emploi américain en mai, qui a atténué les craintes d'une récession aux Etats-Unis. Ces données ont "échoué à apporter un soutien durable" au billet vert, estiment les analystes, anticipant toujours un affaiblissement supplémentaire du marché du travail américain qui ouvre la voie à une nouvelle baisse des taux par la Réserve fédérale au deuxième semestre et à "une nouvelle faiblesse du dollar". "Le durcissement des politiques d'immigration" sous la présidence de Donald Trump "pourrait ralentir la croissance de l'offre de travail", ont-ils ajouté. Les cambistes attendent aussi la publication mercredi d'un indicateur d'inflation américain: l'indice des prix à la consommation (CPI) pour mai.

ENERGIE PROPRE

L'Afrique ne capte que 2% des 2200 milliards \$ d'investissements prévus en 2025

Dans un contexte d'incertitudes économiques et de tensions géopolitiques, les investissements mondiaux se réorientent progressivement vers les technologies propres. Mais l'Afrique est encore en marge de cette dynamique mondiale. Selon l'édition 2025 du rapport « World Energy Investment » publié par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements mondiaux dans l'énergie atteindront un record de 3300 milliards USD cette année 2025, dont 2200 milliards USD consacrés aux technologies propres. Pourtant, l'Afrique qui représente 20% de la population mondiale, n'en capte actuellement qu'environ 2%. Malgré des besoins croissants, les inves-

tissements dans les énergies propres sur le continent demeurent faibles, restant en dessous de la barre des 30 milliards USD par an jusqu'en 2021. Depuis, la tendance change légèrement. Grâce à la baisse des coûts technologiques, notamment dans le solaire, les financements privés dans les énergies renouvelables ont plus que doublé, passant de 17 milliards USD en 2019 à près de 40 milliards USD en 2024. Mais cette dynamique est freinée par le désengagement des bailleurs de fonds publics. Les financements publics et ceux des institutions de développement ont en effet reculé d'un tiers en dix ans, passant de 28 milliards USD en 2015 à 20 milliards USD en 2024, principalement en raison du recul de plus de 85%

des financements chinois entre 2015 et 2021. En dépit de signaux positifs du côté du secteur privé, l'Afrique reste ainsi largement sous-financée. Sans mobilisation rapide et structurée des ressources, notamment en monnaies locales, le continent risque d'être le grand oublié de la transition énergétique mondiale. Un paradoxe d'autant plus marquant que selon l'IRENA, son potentiel de production d'énergies renouvelables est 1000 fois supérieur à sa demande en électricité prévue d'ici 2040. L'Afrique dispose donc présentement de tous les atouts pour couvrir durablement ses besoins futurs, à condition que les financements suivent.

Agence

CHINE/ETATS-UNIS

Des discussions entamées à Londres pour apaiser les tensions commerciales

Les Etats-Unis et la Chine ont entamé lundi à Londres une nouvelle série de négociations, en vue de dépasser leurs différends notamment sur les tarifs douaniers et pour prolonger la trêve commerciale conclue à Genève. Du côté chinois, la délégation est conduite par le vice-premier ministre He Lifeng, tandis que la délégation américaine est composée du secrétaire au Trésor, Scott Bessent, de celui au Commerce, Howard Lutnick, et

du représentant de la Maison Blanche pour le Commerce (USTR), Jamieson Greer. Les deux capitales s'étaient refusées lundi matin à toute indication sur le déroulement des négociations, qui se tiennent derrière les portes du Palais de Lancaster House, en plein centre de Londres. Cette rencontre intervient après un échange téléphonique jeudi entre les présidents américain et chinois, conversation qualifiée de "très positive" par Donald Trump,

tandis que Xi Jinping a demandé à son homologue de "redresser la trajectoire du grand navire des relations sino-américaines", selon la presse chinoise. Ces négociations surviennent aussi un mois après la rencontre tenue à Genève en Suisse et durant laquelle Washington avait accepté de ramener les droits de douane sur les produits chinois de 145% à 30%, en échange d'un mouvement similaire par Pékin de 125% à 10% sur les produits

américains, et ce, pour une durée de 90 jours. Les deux puissances économiques ont ainsi temporairement mis un terme à l'escalade de droits de douane lancée début avril par Donald Trump, qui a largement ralenti leurs échanges commerciaux. Les exportations chinoises vers les Etats-Unis ont baissé de 12,7% en mai par rapport à avril, selon des statistiques officielles lundi, à 28,8 milliards de dollars, contre 33 milliards.

INDE

Un porte-conteneurs singapourien prend feu au large du pays

Un porte-conteneurs battant pavillon singapourien a pris feu après une explosion lundi au large du sud de l'Inde, a annoncé le ministère de la Défense, qui a précisé qu'un avion des garde-côtes et un navire de guerre ont été dépêchés. Des photos prises par un avion des garde-côtes montrent un épais panache de fumée noire et des conteneurs qui semblent avoir

été projetés par une puissante explosion à bord. "Un incendie a été signalé à bord du porte-conteneurs MV Wan Hai 503 battant pavillon singapourien", a indiqué le ministère indien de la Défense dans un communiqué, ajoutant avoir détourné un destroyer pour venir prêter assistance au bateau qui a subi des dégâts. Il a précisé que le navire de 268 mètres avait pris feu à environ 78 miles nautiques

du port de Beypore, situé dans l'Etat du Kerala (sud-ouest). La chaîne de télévision NDTV a rapporté que 18 des 22 membres d'équipage avaient quitté le navire, citant un responsable de la marine. Fin mai, un porte-conteneurs battant pavillon libérien transportant des marchandises dangereuses avait coulé au large du Kerala. La marine indienne avait secouru les 24 membres d'équipage.

EL BAYADH

Une production d'environ 100.000 quintaux de céréales attendue

Une production d'environ 100.000 quintaux de différentes variétés de céréales est attendue dans la wilaya d'El Bayadh, durant la campagne de moisson-battage de la saison agricole en cours, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Le service d'organisation de la production et de l'appui technique a souligné que cette campagne, lancée récemment dans plusieurs zones du sud de la wilaya, couvrira une superficie de plus de 6.200

hectares, dont plus de 5.400 hectares irrigués, répartis sur 750 exploitations agricoles. Pour garantir le succès de cette campagne, la DSA, en coordination avec la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) et les différents intervenants, a mis en place plusieurs mesures, dont la mobilisation de 20 moissonneuses-batteuses, dont 8 appartenant à la coopérative, ainsi que d'autres dispositions. Deux centres de collecte ont été mis à disposition pour réceptionner la

récolte, un au siège de la CCLS dans la ville d'El Bayadh, et l'autre au niveau de l'unité de stockage de Bougtob, avec une capacité totale d'environ 50.000 quintaux. Des facilités ont également été accordées pour encourager les agriculteurs à livrer leur production à la coopérative. Parallèlement à la campagne de moisson-battage, un programme de sensibilisation à la prévention des incendies de récolte est en cours, en coordination avec les différents acteurs et secteurs concernés.